JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1979-1980

COMPTE RENDU INTEGRAL — 102^e SEANCE

1^{re} Séance du Vendredi 7 Décembre 1979.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. BERNARD STASI

1. — Ouverture, suspension et reprise de la séance (p. 11450).

MM. Piot, vice-président de la commission des lois, le président:

2. — Indépendance des Nouvelles-Hébrides. — Discussion d'un projet de loi (p. 11450).

M. Piot, rapporteur de la commission des lois.

MM. Djoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer; Foyer, président de la commission des lois.

Discussion générale:

MM. Kalinsky,
Lafleur,
Pierre Lagorce.

Clôture de la discussion générale.

Passage à la discussion de l'article unique:

Avant l'article unique (p. 11454).

Amendements n° 3 de M. Kalinsky et 1 de la commission:
MM. Kalinsky, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, le président de la commission.

Rejet de l'amendement n° 3.

Retrait de l'amendement n° 1.

Article unique (p. 11455).

Amendement de suppression n° 4 de M. Kalinsky: MM. Kalinsky, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendements n° 2 de la commission et 5 du Gouvernement, avec le sous-amendement n° 6 de M. Foyer: M. le rapporteur. — Retrait de l'amendement n° 2.

MM. le secrétaire d'Etat, le président de la commission, Xavier Deniau. — Adoption du sous-amendement n° 6 et de l'amendement n° 5 modifié.

Adoption de l'ensemble du projet de loi, qui se limite à l'article unique, modifié.

3. — Renouvellement des baux commerciaux en 1980. — Discussion d'un projet de loi (p. 11456).

MM. Foyer, président de la commission des lois, suppléant M. Krieg, rapporteur.

MM. Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat, le rapporteur suppléant.

Discussion générale: MM. Martin, le rapporteur suppléant, Mancel. — Clôture.

Passage à la discussion de l'article unique:

Article unique (p. 11458).

Amendements n° 1 de M. Villa, 2 de la commission, 3 de M. Mancel, 4 de M. Héraud: MM. Villa, le rapporteur suppléant, Mancel, Héraud, le ministre, Martin. — Rejet de l'amendement n° 1.

MM. Mancel, le ministre, Villa. — Adoption du texte commun des amendements n^{os} 2 et 3 ; l'amendement n^o 4 n'a plus d'objet. Adoption de l'article unique modifié.

4. — Automatisation du casier judiciaire. — Discussion d'un projet de loi (p. 11459).

M. Sauvalgo, rapporteur de la commission des lois.

Discussion générale : MM. Villa, Hauteceur. — Clôture.

M. Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.

Passage à la discussion des articles.

MM. le président, le garde des sceaux, Foyer, président de la commission des lois.

Article 1^{er} (p. 11464).

Amendement n^o 1 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendements n^{os} 14 de M. Ducloné, 2 de la commission, avec le sous-amendement n^o 20 de M. Hauteceur, et amendement n^o 10 de M. Hauteceur : MM. Villa, le rapporteur, Hauteceur, le garde des sceaux. — Rejet de l'amendement n^o 14 et du sous-amendement n^o 20 ; adoption des amendements n^{os} 2 et 10.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Article 2 (p. 11465).

Amendements identiques n^{os} 11 de M. Hauteceur et 15 de M. Ducloné : MM. Hauteceur, Villa, le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption du texte commun des deux amendements.

Adoption de l'article 2 modifié.

Article 3. — Adoption (p. 11465).

Après l'article 3 (p. 11465).

Amendements n^{os} 12 de M. Hauteceur et 16 de M. Villa : MM. Hauteceur, Villa, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet des deux amendements.

Article 4 (p. 11466).

Amendement n^o 3 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Amendement n^o 13 de M. Hauteceur : MM. Hauteceur, le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 4 modifié.

Avant l'article 5 (p. 11466).

Amendement n^o 4 de la commission, avec les sous-amendements n^{os} 7 du Gouvernement et 8 de M. Hauteceur : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Hauteceur. — Adoption des deux sous-amendements.

Adoption de l'amendement n^o 4 modifié.

Article 5 (p. 11467).

L'article 5 est réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n^o 19 après l'article 5.

Après l'article 5 (p. 11467).

Amendement n^o 19 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Article 5 (précédemment réservé) (p. 11467).

Amendement n^o 18 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 5 modifié.

Article 6 (p. 11467).

Amendement n^o 5 de la commission : MM. le rapporteur, le garde des sceaux. — Adoption.

Adoption de l'article 6 modifié.

Après l'article 6 (p. 11468).

Amendements n^{os} 17 de M. Ducloné et 6 de la commission : MM. Villa, le rapporteur, le garde des sceaux. — Rejet de l'amendement n^o 17 ; adoption de l'amendement n^o 6.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

5. — Ordre du jour (p. 11468).

PRESIDENCE DE M. BERNARD STASI,

vice-président.

La séance est ouverte à dix heures.

— 1 —

OUVERTURE, SUSPENSION ET REPRISE DE LA SEANCE

M. le président. La séance est ouverte.

M. Jacques Piot, vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Jacques Piot, vice-président de la commission. La commission des lois examine actuellement les amendements de dernière heure déposés sur les projets de loi relatifs au renouvellement des baux commerciaux et à l'automatisation du casier judiciaire. Je demande donc une suspension de séance d'une dizaine de minutes.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance est reprise à dix heures quinze.)

M. le président. La séance est reprise.

— 2 —

INDEPENDANCE DES NOUVELLES-HEBRIDES

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides (n^{os} 1371, 1439).

La parole est à M. Piot, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Jacques Piot, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer, mesdames, messieurs, le projet de loi qui est soumis à notre assemblée tend à autoriser le Gouvernement, en application de l'article 38 de la Constitution, à prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides.

Tirant les conséquences ultimes du caractère exceptionnel sur le plan juridique du statut de cet archipel — sur lequel deux puissances, la France et la Grande-Bretagne, renonçant au partage territorial, exercent depuis 1887 une autorité conjointe — le Gouvernement demande au Parlement, sans que celui-ci ait à se prononcer sur l'accession à l'indépendance elle-même, de l'autoriser à prendre toutes les mesures qui s'inscrivent dans la perspective de cette indépendance.

Du point de vue juridique, la disparition de cette curiosité que constitue le condominium des Nouvelles-Hébrides soulève un nombre important de problèmes.

Le Parlement a donc ici une occasion unique, quoique limitée, d'approuver les perspectives envisagées pour ce territoire, alors que jusqu'à présent, hormis lors de l'examen budgétaire annuel, il n'avait jamais eu à connaître des problèmes qu'y posait l'exercice des droits et des responsabilités de la France. C'est la raison pour laquelle il paraît indispensable, préalablement à l'appréciation de la décision d'habilitation requise du Parlement, d'évoquer les conditions dans lesquelles le condominium des Nouvelles-Hébrides deviendra indépendant. En d'autres termes, avant de se prononcer sur l'application de l'article 38 de la Constitution, il convient de s'interroger sur l'absence d'application de l'article 53 de la Constitution.

Aux termes de cet article : « Les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui modifient des dispositions de nature législative, ceux qui

sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi. »

L'accession à l'indépendance du condominium des Nouvelles-Hébrides — ou plus exactement sa constitution en Etat — pose, en effet, au juriste un problème très particulier, puisqu'elle résultera d'un accord bilatéral, sans qu'il y ait à proprement parler ni cession de territoire, ni abandon de souveraineté.

La spécificité du statut des Nouvelles-Hébrides trouve son origine dans une convention franco-britannique du 20 octobre 1906, à laquelle s'est substituée une convention du 6 août 1914.

Le problème qui se pose est celui de savoir si un accord franco-britannique, prenant la forme d'un échange de lettres, qui mettrait fin à l'influence commune des deux puissances et supprimerait de ce fait cette charte de l'archipel qu'est la convention du 6 août 1914, devrait être soumis à l'approbation du Parlement, en tant qu'il aboutit à la renonciation par la France à l'exercice de certains droits de souveraineté, même si le condominium — il faut le rappeler — n'a jamais été un territoire français.

L'interprétation stricte de l'article 53 de la Constitution n'autorise pas à donner une réponse positive à cette question.

Il n'y a en l'espèce ni cession de territoire, ni accord relatif à l'état des personnes, même si l'indépendance, conséquence de cette renonciation d'influence franco-britannique, aura indéniablement des incidences sur « l'état » des ressortissants français de l'archipel. La Constitution approuvée récemment, et qui entrera en vigueur à l'indépendance, ne laisse planer aucun doute sur ce point, qu'il s'agisse de l'octroi de la citoyenneté ou du régime des terres.

Quoi qu'il en soit, et même si le fondement juridique d'une intervention explicite du Parlement à cette occasion n'est pas dépourvu de fragilité, le silence du projet de loi ne peut entièrement nous satisfaire.

C'est pourquoi la commission vous propose, mes chers collègues, une solution qui permettrait l'intervention du Parlement, tout en tenant compte des aspects particuliers des modalités d'accession à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides; elle consisterait à compléter le projet qui vous est soumis par une disposition ayant pour effet d'autoriser le Gouvernement à convenir avec les Britanniques des conditions et de la date auxquelles il sera mis fin à l'exercice des responsabilités des deux puissances.

Car si l'avenir de cet archipel lointain, qui n'est même pas un territoire français, peut paraître à juste titre éloigné des préoccupations du Parlement, on ne peut renoncer délibérément à régler le sort des 3 200 ressortissants français de l'archipel, ni se refuser à envisager les conséquences politiques d'une telle accession à l'indépendance, ne serait-ce qu'en examinant ses répercussions sur l'environnement immédiat.

Or les récentes déclarations attribuées au pasteur Walter Lini, chef du Vanua Aku Pati, vainqueur des récentes élections, même si elles ont été démenties, ne peuvent qu'inciter à la prudence.

Quant aux conditions d'application de l'article 38 de la Constitution, qui dispose que « le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi », il convient de noter que ces ordonnances, bien qu'elles entrent en vigueur immédiatement, voient leur validité subordonnée au dépôt d'un projet de loi de ratification, dans un délai fixé par la loi d'habilitation.

L'application de cet article suppose une triple condition : un texte autorisant la délégation avec une finalité précise et l'exécution du programme gouvernemental; une durée limitée d'habilitation; l'indication d'un délai pour le dépôt d'un projet de loi de ratification.

Aux termes de l'article unique du projet de loi, le Gouvernement sollicite du Parlement l'autorisation de prendre, par voie d'ordonnances, pendant l'année 1980, les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides. La délégation souhaitée est donc très large.

Les domaines de cette intervention n'étant pas précisés autrement que dans l'exposé des motifs, la commission, par voie d'amendement, a introduit dans l'habilitation la teneur des mesures qui seront rendues nécessaires par l'indépendance.

Il s'agit essentiellement : des modalités d'inscription sur les listes électorales des Français établis hors de France; de mesures concernant la fonction publique; de dispositions ten-

dant à régler des problèmes de nationalité, au demeurant assez complexes, s'agissant de Français résidant aux Nouvelles-Hébrides qui ne peuvent actuellement obtenir la nationalité française mais qui pourront l'obtenir s'ils le souhaitent, ou d'étrangers ayant opté pour le statut français.

Enfin, toute une série de mesures « utiles » doivent être prises en faveur des Français qui vivent principalement dans les îles de Vaté, de Santo et de Mallicolo et exercent essentiellement les professions d'exploitants agricoles, d'employés de maisons de commerce, de commerçants et d'artisans.

Ces personnes sont en possession de biens non négligeables, qu'il s'agisse des propriétés urbaines situées à Port-Vila et à Luganville ou des 97 800 hectares, sur 241 000 hectares immatriculés des propriétés rurales, exploités par des Français.

D'après les renseignements qui nous ont été communiqués, le nombre des propriétés rurales, exception faite de la société française des Nouvelles-Hébrides, est inférieur à 100. Or, la nouvelle Constitution, dans son titre XII, « De la terre », pose le principe que toutes les terres situées dans le territoire de la République appartiennent aux propriétaires coutumiers indigènes ou à leurs descendances et que les règles coutumières constituent le fondement des droits de propriété et d'usage des terres.

Certes, l'article 75 de ce même texte dispose que « le Parlement détermine les critères d'évaluation des dédommagements et le mode de paiement qu'il estime appropriés à l'égard des personnes atteintes dans leurs intérêts par les dispositions légales prises en application de ce titre ».

Mais cette garantie peut paraître fragile; aussi, sans encourager, bien sûr, le gouvernement hébridaïs à la spoliation, il paraît utile de ne pas passer sous silence une question qui, pour certains ressortissants français, est loin d'être négligeable. Le sentiment d'abandon qu'ils seraient susceptibles de ressentir ne faciliterait en rien l'accession à l'indépendance dans la paix et l'unité nationale, une unité qui est encore bien fragile.

La commission des lois, suivant son rapporteur, s'est énoncée en faveur d'une disposition qui confère expressément au Gouvernement la mission de prendre les mesures qui pourraient s'avérer nécessaires après l'indépendance pour assurer la protection des nationaux français.

Sous réserve de ces observations, la commission des lois vous recommande d'adopter le projet de loi. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer.

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Je serai extrêmement bref puisque M. Piot, rapporteur, avec l'expérience que nous lui connaissons tous des problèmes du Pacifique...

M. Jean Foyer, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Et quelle expérience!

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Cette observation est tout à fait fondée, monsieur le président de la commission des lois.

M. Jean Foyer, président de la commission. Observation qui est un hommage, monsieur le secrétaire d'Etat!

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Auquel le Gouvernement s'associe. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. Piot, disais-je, a brossé un tableau complet et exact des problèmes qui nous rassemblent ce matin. Je n'insisterai donc que sur quelques points.

Je rappelle d'abord, mesdames, messieurs les députés, que les Nouvelles-Hébrides n'ont jamais fait partie du territoire national de la France. C'est un point essentiel. Zone d'influence commune à la Grande-Bretagne et à notre pays, le condominium avait été établi par un protocole des deux gouvernements. C'est ce qui explique qu'il n'y ait pas aujourd'hui de véritable débat sur la décision d'indépendance elle-même, et c'est ce qui explique aussi, monsieur le rapporteur, que je demanderai à l'Assemblée nationale de ne pas adopter l'amendement de la commission qui habiliterait le Gouvernement à conduire une négociation et à prendre une décision dans ce domaine car, encore une fois, le parallélisme de la procédure doit être observé. La décision ayant été prise par les deux gouvernements, ce sont les deux gouver-

nements qui doivent maintenant eux-mêmes conduire les Nouvelles-Hébrides vers l'indépendance et défaire, en quelque sorte, ce qui avait été fait.

Il convient de noter également que les Nouvelles-Hébrides accèdent à l'indépendance dans le calme. Certes, comme dans la vie de tous les Etats, des difficultés et des tensions surgiront. Mais je suis persuadé, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à la tribune de l'Assemblée nationale, que ces difficultés et ces tensions s'apaiseront peu à peu, et qu'à la faveur de compromis, dont les Mélanésiens ont l'habitude, les Nouvelles-Hébrides marcheront dans la voie du progrès et de l'unité nationale, ainsi que l'ont toujours souhaité la Grande-Bretagne et la France.

Tout n'allait pas de soi dès le départ. C'est parce que nos deux gouvernements se sont efforcés, depuis plusieurs mois, de mettre en œuvre un plan d'accession à l'indépendance aussi raisonnable, aussi précis et aussi efficace que possible que des résultats substantiels ont pu être obtenus.

Nous avons d'abord voulu conduire les Nouvelles-Hébrides à l'unité et, pour ce faire, nous avons réussi à mettre en place un gouvernement d'unité nationale. La France se doit de rendre hommage au père Leymang qui a présidé ce gouvernement d'unité nationale et qui a su, avec une très grande hauteur de vue, réconcilier peu à peu les tendances divisées de l'opinion néo-hébridaise.

Nous avons pu ainsi organiser des élections dans le calme et dans la démocratie. Sous le contrôle d'une délégation des Nations unies qui a rendu hommage aux deux puissances du condominium, les Néo-Hébridais ont décidé de leur avenir. Ils ont donné la majorité à une tendance politique avec laquelle la France avait su construire, depuis longtemps déjà, la paix et la réconciliation. Les entretiens que nous avons en permanence avec le nouveau gouvernement, présidé par le père Walter Lini, nous donnent le sentiment qu'entre les deux pays, une fois l'indépendance acquise, les relations seront cordiales et très constructives.

C'est ce qui me conduit, mesdames, messieurs les députés, à déclarer en toute clarté que nous devons nous aussi préparer cette indépendance dans la plus grande sérénité. Nos compatriotes qui vivent et travaillent aux Nouvelles-Hébrides ne seront pas abandonnés. Certes, la Constitution du nouvel Etat, comme toutes les constitutions mélanésiennes, prévoit que la terre appartient au propriétaire coutumier. La règle fondamentale de la civilisation mélanésienne, qui veut que la terre ne soit ni aliénée ni en aucune façon appropriée par d'autres que ceux qui en ont hérité coutumièrement est une règle absolue avec laquelle on ne peut transiger. Elle constitue d'ailleurs l'un des éléments qui inspirent la politique foncière très généreuse que la France met en place actuellement en Nouvelle-Calédonie.

Il était donc inévitable que cette règle soit inscrite dans la Constitution des Nouvelles-Hébrides mais il faut savoir, et je puis vous donner à cet égard toutes assurances, que partout des compromis positifs ont pu être trouvés. Aux îles Salomon, par exemple, on a mis au point un système de location des terres à très long terme qui assure le respect de la règle mélanésienne de propriété coutumière inaliénable et permet en même temps aux exploitants européens de bénéficier de garanties suffisantes pour leur exploitation et leurs investissements. Je suis convaincu que nous bâtissons sur ce plan un bon compromis avec le gouvernement des Nouvelles-Hébrides. Nous y travaillerons encore et il va de soi que dans les négociations qui s'ouvriront pour bâtir la politique de coopération qui unira la France aux Nouvelles-Hébrides, cet élément pèsera d'un grand poids sur notre décision.

Par conséquent, aucun d'entre nous n'oublie les préoccupations des Français qui vivent aux Nouvelles-Hébrides. Nous avons pris, dès maintenant, diverses mesures pour défendre les droits des fonctionnaires qui devront être réintégrés dans la fonction publique et pour régulariser la situation des électeurs qui, jusqu'à maintenant, votaient dans certaines conditions particulières aux Nouvelles-Hébrides.

Pour répondre à toutes les situations nouvelles inattendues et imprévues qui pourraient apparaître, le Gouvernement demande au Parlement de l'habiliter à prendre un certain nombre de mesures par voie d'ordonnances, étant entendu qu'il en rendra compte, régulièrement et objectivement, à la représentation nationale.

Telles sont, mesdames, messieurs les députés, les idées fondamentales qui inspirent ce projet. Soyez assurés que l'administration que je conduis aura à cœur de faire en sorte que les Nouvelles-Hébrides aillent à l'indépendance dans la paix, quelles constituent pour leurs voisins français du Pacifique, et particuliè-

rement pour la Nouvelle-Calédonie, un bon partenaire et qu'elles puissent établir avec nous des relations de collaboration aussi efficaces que possible.

Soyez assurés aussi que tous les intérêts de nos compatriotes qui vivent dans l'archipel seront défendus et que ceux-ci, en cas de difficulté, pourront trouver dans la solidarité nationale une juste compensation.

Je crois que la marche des Nouvelles-Hébrides vers l'indépendance constitue un bon exemple de la politique fraternelle et généreuse que le Gouvernement de notre pays veut conduire dans le Pacifique, montrant ainsi que nous respectons la libre volonté des citoyens et des citoyennes qui vivent dans cette partie du monde. Ceux qui veulent rester Français, comme c'est le cas en Nouvelle-Calédonie, resteront Français; ceux qui ont choisi la voie de l'indépendance dans la coopération avec la France bénéficieront de toute la sollicitude et de toute l'amitié de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Kalinsky.

M. Maxime Kalinsky. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le 21 juillet 1977, lors de la conférence conjointe franco-anglaise, fut adopté le principe de l'accès du condominium des Nouvelles-Hébrides à l'indépendance.

Cet accord est intervenu malgré les atermoiements du Gouvernement français qui a mis des années pour admettre le droit à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, comme l'exigeait dès 1971 dans ses luttes le Vanua'aku Pati, principale force politique de l'archipel.

Le projet de loi qui nous est soumis montre de nouveau que le Gouvernement ne veut pas se prononcer avec clarté sur cette question. Se prononcer avec clarté, c'est dire sans ambiguïté que l'indépendance sera accordée dans les moindres délais et sans restriction aucune. C'est au peuple des Nouvelles-Hébrides de décider librement de ses structures et de l'orientation de sa politique.

C'est pourquoi nous proposons, par voie d'amendement, de fixer dans la loi une date limite rapprochée, à savoir le 1^{er} mars 1980, date à laquelle le condominium des Nouvelles-Hébrides deviendra indépendant.

Nous dénonçons par ailleurs les propos tenus par M. le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, qui voudrait imposer ses vues aux responsables de l'archipel alors qu'ils doivent, disons-nous, pouvoir déterminer, sans avoir de comptes à rendre à quiconque, leur position en ce qui concerne les luttes que mène le peuple kanak en Nouvelle-Calédonie.

Enfin, nous ne pouvons admettre la pratique, inadmissible et antidémocratique, comme le prévoit le projet de loi, des mesures prises par le Gouvernement par voie d'ordonnances. Le Parlement doit pouvoir délibérer sur la base de projets de loi que le Gouvernement se doit de lui soumettre en ce qui concerne toutes mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides.

Le Gouvernement invite l'Assemblée à lui signer un chèque en blanc. Cette demande, visant en fait à la démission du Parlement, qui remettrait ses pouvoirs au Gouvernement afin qu'il décide par voie d'ordonnances, peut conduire à toutes les manœuvres et à tous les abus. Nous sommes fermement opposés à de telles pratiques et c'est la raison pour laquelle nous avons déposé un amendement de suppression de l'article 1^{er}.

Le parti communiste français, fidèle au principe du droit des peuples à décider librement de leur statut, de leur politique et de leur avenir, exige donc que la France laisse librement le peuple des Nouvelles-Hébrides accéder à l'indépendance sans préalable, sans entrave et sans ingérence.

C'est dans ce sens que nous vous proposons de modifier ce projet de loi que nous ne pourrions adopter tel qu'il est rédigé pour les raisons que j'ai exposées. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Lafleur.

M. Jacques Lafleur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, les Nouvelles-Hébrides accèdent à l'indépendance. C'est ainsi que prend fin une période presque centenaire pendant laquelle, conjointement avec la Grande-Bretagne, notre pays a exercé une autorité sur ces îles du Pacifique.

Pendant tout ce temps, nos compatriotes installés aux Nouvelles-Hébrides ont su être les meilleurs artisans du développement de ce territoire.

Il faut, en effet, nous en souvenir : ce sont les Français des Nouvelles-Hébrides qui ont mis en valeur certaines de ces îles :

Qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, du développement économique en général, la France et nos compatriotes ont été au premier rang des bâtisseurs des Nouvelles-Hébrides.

La Grande-Bretagne, par l'intermédiaire des missions presbytériennes — avec trop souvent, pour ne pas dire toujours, l'ambition de nous éliminer de la région — assumait en quelque sorte le devenir politique de ces îles.

Pour cette raison bien sûr, mais aussi pour des raisons morales sur lesquelles il n'est point besoin d'insister, la France doit se préoccuper de celles et de ceux qui ont tout fait pour son renom là-bas.

Beaucoup d'entre eux, quel que soit leur milieu, quelle que soit leur profession, ont des liens familiaux avec nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie, et ceux-ci ne comprendraient pas que la France ne réponde pas à leur inquiétude.

Il serait, en outre, de l'intérêt de la Nouvelle-Calédonie, au moment où vous mettez sur pied pour ce territoire un grand projet moderne et généreux, que l'on puisse y associer nos compatriotes — oserais-je dire nos parents — des Nouvelles-Hébrides en favorisant leur éventuelle installation en Nouvelle-Calédonie.

Si j'ai bien compris le rapport de la commission des lois, le problème de la nationalité ne devrait pas se poser pour eux puisque le droit commun leur est tout naturellement applicable.

Je voudrais, en revanche, interroger la commission et, par la même occasion, le Gouvernement, sur le problème des Néo-Hébridais. L'article 8 du protocole du 6 août 1974 les excluait de la qualité de ressortissant, « soit comme citoyen, soit comme sujet ou protégé de l'une des deux puissances signataires. » Le rapport laisse entendre que, s'il n'est pas possible de les faire bénéficier des dispositions de l'article 64-5 du code de la nationalité parce qu'il ne s'agit pas d'un territoire sur lequel la France a exercé soit la souveraineté, soit un protectorat, soit un mandat ou une tutelle, en revanche l'article 64-1 pourrait leur être applicable.

Le rapport semble, à cet égard, considérer qu'une seule condition suffirait : celle d'être le ressortissant d'un Etat dont l'une des langues officielles est le français.

Or le texte de cet article est plus précis : « Peut être naturalisée sans condition de stage la personne qui appartient à l'entité culturelle et linguistique française lorsqu'elle est ressortissante des territoires ou Etats où l'une des langues officielles est le français et lorsque le français est sa langue maternelle. » Le texte, me semble-t-il, est donc plus restrictif que ce qui semble en dire le rapport. Est-ce bien ainsi — et c'est la question que je pose — qu'il faut entendre les choses ?

Enfin, dernier point, les fonctionnaires français seront-ils tous intégrés à la fonction publique française, quelle que soit leur situation statutaire ?

Que deviendront ceux qui peuvent faire valoir leurs droits à la retraite ?

La réponse que vous avez faite à la question écrite que j'avais posée à leur sujet n'est guère explicative, pas plus que la loi de finances rectificative à laquelle vous faisiez allusion dans cette réponse.

Il faudrait, aujourd'hui, être très clair et très précis sur ce sujet.

Désormais, il y a aux Nouvelles-Hébrides des Français et il y a les Néo-Hébridais.

Le devoir de la France est de se préoccuper de nos compatriotes, qu'ils soient fonctionnaires ou qu'ils soient, tout simplement, nos concitoyens.

Quant aux Néo-Hébridais, ils sont des étrangers ; amis sans doute, mais étrangers ; ils ne pourront donc accéder à la nationalité française que par la voie ordinaire de la naturalisation.

Nous ne devons pas nous y tromper : la domination de l'Australie voisine risque de se faire très rapidement sentir sur les Nouvelles-Hébrides, d'abord dans le domaine économique, puis, progressivement, dans le domaine politique.

Le rapport de M. Piot est instructif sur ce point : il publie le texte de la déclaration attribuée au pasteur Lini, maintenant Premier ministre et récent vainqueur des élections aux Nouvelles-Hébrides. Celle-ci est révélatrice de l'orientation d'une politique dont nous devons prévoir qu'elle ne sera guère favorable aux intérêts de notre pays et encore moins à nos compatriotes installés, pour certains, depuis très longtemps dans ce nouvel Etat indépendant.

Il nous faut donc aujourd'hui, alors que nous allons donner au Gouvernement les pouvoirs de prendre par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, arrêter toutes les dispositions pour que nos compatriotes des Nouvelles-Hébrides aussi bien que les dirigeants de ce nouvel Etat indépendant n'aient aucun doute sur la résolution de la France d'accueillir ceux de nos concitoyens qui le souhaiteraient et de préserver ses intérêts dans le Pacifique contre toute attitude ou toute manœuvre, quelles qu'en soient la forme ou l'origine. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Lagorce.

M. Pierre Lagorce. *Naissance d'une nation*, tel est le titre d'un film célèbre de John Ford, devenu un classique du cinéma.

C'est aussi, mesdames, messieurs, ce qui va se passer, quelque part, au milieu du Pacifique dans ce qui a été, jusqu'à ces derniers temps, cette « curiosité juridique » unique en droit international qu'était le « Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides ».

Une naissance au forceps après une longue période de luttes persévérantes du peuple mélanésien pour arracher enfin une indépendance qu'il réclamait depuis vingt ans.

Une naissance qui ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices malgré la présence des deux fées tutélaires — ou peut-être précisément parce qu'elles sont deux — qui vont se pencher sur le berceau du pays nouveau-né. Car elle va se produire au milieu d'une certaine confusion politique, dans une région à l'économie précaire où vit une population au sein de laquelle s'affrontent deux habitudes de vie, deux religions, deux cultures, deux langues différentes, ce qui ne peut être que préjudiciable, au départ, c'est le moins qu'on puisse dire, à l'unité de la future nation.

Mais cela n'est pas, aujourd'hui, notre problème.

Bien sûr, des liens n'ont pas manqué de se tisser entre la France et la population des Nouvelles-Hébrides, dont nous assurons la tutelle depuis 1914. Et ces liens, la France n'entend pas les briser brutalement, en oubliant soixante-cinq ans de vie commune. Elle n'entend pas « larguer » cette portion de territoire comme on se débarrasse d'un objet qui a cessé d'intéresser et de plaire. Elle doit rester consciente de ses responsabilités.

Et puis, il y a les nationaux français, fonctionnaires ou non, dont les droits ont besoin d'être garantis et sauvegardés. Toute une série de mesures rendues nécessaires par la déclaration d'indépendance des Nouvelles-Hébrides doivent être prises pour régler au mieux toutes les conséquences administratives, juridiques, financières qu'aura le changement de statut de ce territoire. Le problème est donc de nature juridique.

Et les arguments que j'ai l'intention de développer — rassurez-vous, très brièvement ! — sont également ceux de mon collègue et ami Alaïa Vivien, qui devait intervenir dans ce débat inscrit à l'ordre du jour de la séance d'hier après-midi. Il ne peut être présent aujourd'hui. Je vous demande de bien vouloir l'excuser, et c'est en son nom et au mien que je parle aujourd'hui pour le groupe socialiste.

Ces mesures nécessaires intéressent trois domaines que cite l'exposé des motifs et que le rapporteur propose de reprendre expressément dans le dispositif de la loi sous forme d'article additionnel.

Premièrement, la suppression du rattachement — j'ajoute « obligatoire » — des électeurs français des Nouvelles-Hébrides à la première circonscription de la Nouvelle-Calédonie.

Je me permets de rappeler que le groupe socialiste a déposé, en janvier 1979, une proposition de loi n° 809 qui, bien sûr, ne s'applique pas qu'aux Nouvelles-Hébrides et qui, si elle avait été adoptée, réglerait le problème.

Deuxièmement, l'intégration et le reclassement, dans la fonction publique, des agents français en poste aux Nouvelles-Hébrides. Remarquons que le Parlement a été saisi à plusieurs reprises de questions similaires.

Troisièmement, des mesures qui se révéleraient nécessaires en matière de nationalité ou pour la protection des intérêts des nationaux français, et cela en dehors des sessions parlementaires. Mais, d'ici au 1^{er} janvier 1981, date limite d'exercice du pouvoir de légiférer par ordonnances qui nous est demandé, le Parlement se réunira au moins deux fois pour deux sessions de trois mois chacune.

Il ne nous apparaît donc pas nécessaire de recourir à une procédure autorisée, certes, par l'article 38 de la Constitution, mais qui, en définitive, revient à dessaisir — et ici inutilement — le Parlement de ses prérogatives, car il ne peut se prononcer qu'*a posteriori*, c'est-à-dire trop tard, alors que la situation tant intérieure qu'internationale ne l'exige pas. Nous ne pouvons donc l'accepter.

D'ailleurs, l'article 38 de la Constitution spécifie bien, dans son premier alinéa, que c'est « pour l'exécution de son programme » que le Gouvernement sollicite le pouvoir d'agir par ordonnances. Quel rapport peuvent avoir les mesures en cause à prendre aux Nouvelles-Hébrides avec un programme gouvernemental que, d'ailleurs, nous ignorons ?

Hier a été adoptée, à l'issue du débat sur les motions de censure, une loi qui n'a pas été votée par le Parlement ; ce n'est pas la première ni, sans doute, la dernière.

Demain, avec la procédure des ordonnances que vous nous proposez, des dispositions législatives entreront en vigueur également sans que le Parlement les ait votées.

Alors, je pose la question : est-ce que va se généraliser cette habitude, que semble vouloir prendre le Gouvernement, de se passer du Parlement pour faire la loi ?

M. Alain Hautecœur. Très bien !

M. Pierre Lagorce. Non, mes chers collègues, c'est au Parlement, et au Parlement seul — sauf rares exceptions — de légiférer dans les domaines qui, aux termes de l'article 34 de la Constitution, ressortissent à la loi.

M. Jean Foyer, président de la commission. L'article 38 existe aussi, monsieur Lagorce.

M. Pierre Lagorce. J'en ai parlé, monsieur le président Foyer.

Et le Gouvernement doit se contenter de prendre des décisions dans le domaine réglementaire, d'ailleurs très vaste, qui est le sien, tel qu'il est défini à l'article 37 de la Constitution.

Par ailleurs, on peut discuter — et mon collègue et ami Joseph Franceschi n'a pas manqué de le faire en commission — sur l'opportunité du recours à la procédure de l'autorisation de ratification prévue par l'article 53 de la Constitution, dont certains ont ou soutiennent qu'elle ne s'applique peut-être pas en l'espèce. Ce n'est pas mon avis personnel, et je ne m'attarderai pas sur ce point de droit qu'on ne peut cependant écarter *a priori* et sans examen, ce que prouvent d'ailleurs la longue discussion qui s'est instaurée en commission à son sujet ainsi que la place importante que son évocation occupe dans le rapport de M. Piot.

En tout cas, ce ne serait qu'une raison supplémentaire, s'ajoutant à la première — à savoir, je le rappelle, la méconnaissance, flagrante celle-là, des droits et des prérogatives du Parlement — pour que le groupe socialiste ne vote pas ce projet.

Mais, par ailleurs, celui-ci est trop conscient de la nécessité de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent, à la suite de ce changement fondamental du statut des Nouvelles-Hébrides, pour retarder en quoi que ce soit la mise en place et gêner le fonctionnement des nouvelles institutions que va se donner ce pays. C'est pourquoi il s'abstiendra purement et simplement sur ce texte.

Mais il salue avec sympathie la naissance de ce nouveau pays indépendant en formant des vœux pour son avenir. Il nous faut accepter de bon gré cette réalité nouvelle qui s'impose à nous. Rien ne serait plus fâcheux que le maintien dans cette partie du monde d'une sorte de néo-colonialisme, plus ou moins avoué, plus ou moins insidieux et camouflé, qui s'exprimerait sous la forme — hélas ! trop souvent maintenue — d'une rivalité linguistique, religieuse et culturelle. Rien ne serait plus inquiétant, pour l'avenir de nos relations internationales et pour l'image de la France, qu'une politique réticente à l'égard du nouvel Etat.

C'est pourquoi les socialistes souhaitent que la France entretienne avec les Nouvelles-Hébrides de nouveaux rapports d'amicale coopération, sans arrière-pensée, fondés essentiellement sur le respect de la souveraineté de cette nation, de sa spécificité, de sa légitime ambition de prendre en main son propre destin, afin de vivre et de se développer, comme elle l'entend, dans l'indépendance, la liberté et la paix. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Avant l'article unique.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n^{os} 3 et 1, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n^o 3, présenté par M. Kalinsky et les membres du groupe communiste, est ainsi rédigé :

« Avant l'article unique, insérer le nouvel article suivant :

« Le Gouvernement mettra fin par voie de convention à l'exercice, dans le cadre du protocole du 6 août 1914, des responsabilités de la France dans le condominium des Nouvelles-Hébrides pour permettre son accession à l'indépendance avant le 1^{er} mars 1980 ».

L'amendement n^o 1, présenté par M. Piot, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Avant l'article unique, insérer le nouvel article suivant :

« Le Gouvernement est autorisé à mettre fin par voie de convention à l'exercice, dans le cadre du protocole du 6 août 1914, des responsabilités de la France dans le condominium des Nouvelles-Hébrides et à fixer la date à laquelle ses responsabilités prendront fin. »

La parole est à M. Kalinsky, pour soutenir l'amendement n^o 3.

M. Maxime Kalinsky. Dans le rapport présenté par M. Piot, il est indiqué que l'indépendance du condominium, prévue récemment encore pour le 1^{er} janvier 1980, semble être à présent envisagée pour le mois de mars 1980 au plus tard.

Il nous paraît indispensable que la loi traduise de façon très claire la volonté du Gouvernement et du Parlement de fixer une date limite pour l'accession à l'indépendance. Tel est l'objet de notre amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n^o 1 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n^o 3.

M. Jacques Piot, rapporteur. La commission n'a pas cru devoir donner un avis favorable à l'amendement de M. Kalinsky qui fixe au 1^{er} mars 1980 la date limite pour l'accession à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides. Elle a en effet estimé que le Gouvernement ne pouvait pas, aujourd'hui, affirmer que cette indépendance pourrait intervenir avant cette date.

Quant à l'amendement n^o 1, je m'en suis déjà expliqué en présentant mon rapport.

Je rappellerai néanmoins que c'est comme l'a qualifié le président de notre commission, un amendement de scrupule : nous nous sommes interrogés sur le point de savoir s'il était souhaitable que le Parlement se prononce expressément sur l'indépendance. L'article 53 de la Constitution ne peut pas s'appliquer, mais la commission a estimé que le Parlement avait quand même un rôle à jouer et ne pouvait rester muet dans cette affaire.

Mais, si cet amendement devait susciter trop de réticences, quelques apaisements du Gouvernement pourraient m'amener, avec l'autorisation du président de la commission, à le retirer.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les deux amendements ?

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Ces deux amendements soulèvent des problèmes tout à fait différents.

Monsieur Kalinsky, devant votre désir de voir la France partir le plus vite possible des Nouvelles-Hébrides, la formule « plus royaliste que le roi », pourrait vous être appliquée.

Le Gouvernement avait proposé que l'indépendance intervienne avant le 30 avril 1980. Il l'avait dit publiquement et avait d'ailleurs convaincu le gouvernement britannique. Tel demeure l'objectif de la France. En effet, pourquoi maintiendrions-nous, dans ce pays, qui est maintenant prêt à accéder à l'indépendance, des obligations qui nous incombent et qui seraient plus lourdes que celles que nous devons normalement assumer ? Pourquoi notamment continuerions-nous à assumer plus longtemps que nécessaire les responsabilités du maintien de l'ordre ?

Mais, monsieur Kalinsky, le gouvernement des Nouvelles-Hébrides, qui a été élu démocratiquement et ne fait preuve

d'aucune complaisance particulière ni pour la Grande-Bretagne ni pour la France — il est simplement pour nous un bon partenaire — ne souhaite pas que cette indépendance apparaisse comme précipitée.

C'est donc par courtoisie à son égard que je souhaite ne voir adopter aucun amendement de ce genre. Je dois voir prochainement mon collègue britannique, et nous inviterons alors le Premier ministre du gouvernement des Nouvelles-Hébrides, qui en a manifesté le désir, à venir nous rencontrer.

C'est donc d'un commun accord, ainsi que le veut la courtoisie, que sera fixée la date de l'indépendance que le gouvernement de la France, je le répète, souhaite voir intervenir le plus rapidement possible.

Dans ces conditions, je vous demande instamment de retirer votre amendement qui ne me paraît pas adapté à la situation et ne me semble pas répondre aux préoccupations du gouvernement des Nouvelles-Hébrides. Si vous n'acceptez pas de le retirer, je demanderais à l'Assemblée de ne pas le voter.

Quant à vous, monsieur Piot, je vous demanderai aussi de retirer votre amendement. En effet, les conversations que nous avons pu avoir avec les autorités juridiques les plus habilitées à fournir un jugement sur ce problème m'ont conduit à estimer que, en déposant cet amendement, vous avez fait preuve d'un zèle excessif. Il faut laisser au Gouvernement la responsabilité de défaire lui-même ce qu'il a fait. En associant le Parlement à cette entreprise, nous créerions une situation juridique nouvelle et nous risquerions de détruire le parallélisme des formes, ce qui pourrait déboucher sur des difficultés juridiques considérables.

Je souhaite donc, monsieur le rapporteur, que vous acceptiez de suivre l'avis du Gouvernement.

J'ajoute — mais j'entends, bien sûr, ne pas vous opposer cet argument — que l'article 41 de la Constitution est de nature à régler sans aucune difficulté le petit différend qui existe, et c'est exceptionnel, aujourd'hui entre nous.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean Foyer, président de la commission. J'ai soutenu, devant la commission, que ces deux amendements étaient inconstitutionnels car ils attentaient au principe selon lequel l'initiative des relations internationales appartient au Gouvernement. Et nous sommes, comme l'a dit très nettement M. le rapporteur, en dehors des cas prévus à l'article 53 de la Constitution.

Dans ces conditions, je crois que la commission peut retirer son amendement.

M. le président. La parole est à M. Kalinsky.

M. Maxime Kalinsky. Dans le rapport de M. Piot, il est écrit que « les récentes déclarations attribuées au pasteur Lini — chef du Vanua Aku Pati sorti vainqueur des récentes élections — même si elles ont été démenties, ne peuvent qu'inciter à la prudence ».

Dans la discussion générale, j'ai rappelé certaines prises de position du secrétaire d'Etat à l'égard du Vanua Aku Pati, c'est-à-dire du pouvoir en place là-bas.

Notre gouvernement, en s'opposant aux déclarations dont j'ai parlé, a tendance à s'ingérer dans les affaires des Nouvelles-Hébrides.

En outre, dans le rapport écrit, j'ai lu aussi que l'indépendance du condominium, prévue récemment encore pour le 1^{er} janvier 1980, semblait n'être à présent envisagée que pour mars 1980 au plus tard. Le Gouvernement français a tergiversé pour donner l'indépendance aux Nouvelles-Hébrides. Il n'est pas très satisfait des prises de position du Yanua Aku Pati. Il aimerait que ce parti revienne dessus et retarde ainsi l'accession à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides. A notre avis, le Gouvernement doit se prononcer clairement sur ce point. Quant à notre assemblée, il faudrait qu'elle confirme les prévisions actuelles. Il y a déjà eu des reports. Il convient de fixer une date limite, celle du 1^{er} mars 1980.

C'est pourquoi je maintiens mon amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. J'ai cru comprendre que l'amendement n° 1 était retiré, monsieur le président de la commission ?

M. Jean Foyer, président de la commission. En effet, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 1 est retiré.

Article unique.

M. le président. « Article unique. — Le Gouvernement est autorisé à prendre jusqu'au 1^{er} janvier 1981 par ordonnances les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides.

« Un projet de loi de ratification de ces ordonnances sera déposé devant le Parlement au plus tard le 1^{er} avril 1981. »

M. Kalinsky et les membres du groupe communiste ont présenté un amendement n° 4 ainsi rédigé :

« Supprimer l'article unique. »

La parole est à M. Kalinsky.

M. Maxime Kalinsky. La pratique des mesures prises par le Gouvernement par voie d'ordonnances est antidémocratique. Elle permet, je l'ai rappelé tout à l'heure, toutes les manœuvres et tous les abus en dessaisissant le Parlement de ses pouvoirs fondamentaux.

Le Gouvernement dispose du temps nécessaire pour soumettre ses projets au Parlement afin que ce dernier puisse se prononcer sur toutes ces questions. Il n'y a donc pas lieu de recourir à des ordonnances.

C'est pourquoi nous avons proposé de supprimer l'article unique.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jacques Piot, rapporteur. Défavorable, monsieur le président, puisque la commission a adopté cet article unique sous réserve d'un amendement du rapporteur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. L'article 38 de la Constitution prévoit que, pour l'exécution de son programme, le Gouvernement peut demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Or, le programme du Gouvernement, M. Kalinsky le connaît, car j'ai eu l'occasion de l'exposer à l'Assemblée nationale à plusieurs reprises. En l'occurrence, il s'agit d'un domaine mouvant et il y a urgence. M. Kalinsky lui-même est très pressé. Certaines de ces ordonnances doivent être prises dans les premières semaines de l'année 1980. Par conséquent, je ne vois vraiment pas ce que cette procédure peut avoir de choquant. Elle figure dans la Constitution et c'est bien le moment où elle doit être appliquée.

M. Pierre Mauger. Elle le sera avec discernement !

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Je souhaite donc vraiment que l'Assemblée suive le Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements, n° 2 et 5, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 2, présenté par M. Piot, rapporteur, et M. Foyer, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa de l'article unique :

« Le Gouvernement est autorisé à prendre par ordonnances, jusqu'au 1^{er} janvier 1981, les mesures tendant à la suppression du rattachement des électeurs français des Nouvelles-Hébrides à la première circonscription de Nouvelle-Calédonie et à l'intégration dans la fonction publique des agents français, ainsi que les mesures qui s'avèreraient nécessaires en matière de nationalité ou pour la protection des intérêts des nationaux français. »

L'amendement n° 5, présenté par le Gouvernement, est ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa de l'article unique par les mots suivants :

« , en particulier pour la protection des intérêts des nationaux français. »

Sur cet amendement, M. Foyer a présenté un sous-amendement n° 6 ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 5, après le mot : « protection », insérer les mots : « des droits, des biens et ».

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 2 et donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 5.

M. Jacques Piot, rapporteur. Dans le cas présent, il nous a paru nécessaire de compléter le dispositif du projet en énumérant limitativement les mesures de nature législative que le Gouvernement envisage de prendre par ordonnances. A vrai dire, nous pensions surtout aux mesures qui se révéleraient nécessaires pour la protection des intérêts des nationaux français.

Néanmoins, le Gouvernement a déposé lui aussi un amendement qui, sous-amendé par M. Foyer, nous donne satisfaction. Sous réserve de son adoption, je retire l'amendement de la commission.

M. le président. L'amendement n° 2 est donc retiré.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat, pour défendre l'amendement n° 5.

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement estime que la procédure normale des ordonnances doit permettre de faire face à des situations inattendues. C'est sa principale justification !

Je ne souhaite donc pas être enfermé dans le cadre d'une habilitation qui restreindrait excessivement les possibilités d'intervention du Gouvernement, d'autant plus que je vous ai bien précisé, à plusieurs reprises, quels étaient nos objectifs.

C'est pourquoi j'ai déposé un amendement qui évite une énumération limitative des mesures que le Gouvernement pourrait prendre mais, souhaitant tenir compte des préoccupations de la commission, je propose de compléter le premier alinéa de l'article unique par les mots : « en particulier pour la protection des intérêts des nationaux français ».

D'ailleurs le Gouvernement souhaite que l'on ne parle pas trop de la protection des intérêts français ; il faut lui laisser de larges possibilités de négociation afin de découvrir la meilleure solution.

Nous parviendrons, j'en suis persuadé, à de très nombreux compromis avec le gouvernement des Nouvelles-Hébrides. C'est pourquoi, à mon avis, il ne faut pas aller trop loin dans l'énoncé des mesures susceptibles d'être prises pour assurer la protection des droits de nos compatriotes.

Je crois que l'amendement que je propose répond à l'attente de la commission, tout en facilitant l'action du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Foyer, pour défendre le sous-amendement n° 6.

M. Jean Foyer, président de la commission. L'amendement du Gouvernement ne vise que « la protection des intérêts des nationaux français ». Je propose de viser aussi la protection des droits et des biens. La même formule a été employée en des circonstances comparables — l'Assemblée comprendra à quoi je fais allusion. A mon avis, il serait intéressant et opportun de la reprendre.

M. Pierre Mauger. Très bien !

M. le président. Acceptez-vous ce sous-amendement, monsieur le secrétaire d'Etat ?

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Oui, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Deniau.

M. Xavier Deniau. La rédaction de l'article unique, telle qu'elle résulte de l'amendement du Gouvernement sous-amendé par M. Foyer, me paraît excellente car elle répond effectivement à toutes les préoccupations des Français des Nouvelles-Hébrides.

Quant à la question de la nationalité, abordée par M. Laffleur, elle constitue probablement l'une des principales préoccupations de nos concitoyens résidant aux Nouvelles-Hébrides.

Aux termes de l'article 13 de la Constitution des Nouvelles-Hébrides, la République néo-hébraïde déclare ne pas reconnaître la double nationalité. Or certains de nos compatriotes afin de défendre leurs intérêts légitimes, devront renoncer à leur nationalité française pour acquérir la nationalité hébraïde.

Il serait nécessaire que le Gouvernement, par ses ordonnances, et sans qu'il soit besoin de modifier la législation française relative à la citoyenneté facilite la réintégration éventuelle de nos compatriotes dans la nationalité française par la voie de la déclaration qui est, en effet, la procédure la plus aisée.

Je souhaite que le Gouvernement se prononce ici publiquement dans ce sens et, si nécessaire, qu'il introduise des dispositions particulières dans ses ordonnances sur cette réintégration éventuelle.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat. Monsieur Xavier Deniau, je puis répondre de manière très positive à votre question. Vous connaissez très bien le problème puisque vous revenez d'un voyage très important aux Nouvelles-Hébrides.

Effectivement, la constitution des Nouvelles-Hébrides ne reconnaît pas la double nationalité, mais tel est l'usage dans la plupart des constitutions des jeunes Etats. En revanche, il est très clair, je vous l'assure, que les Français qui auraient à un moment donné opté pour la nationalité hébraïde, pourraient, s'ils le souhaitaient, retrouver la nationalité française par simple déclaration.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean Foyer, président de la commission. Ce que peut dire le droit néo-hébraïde sur la nationalité néo-hébraïde ne peut avoir aucune conséquence sur la nationalité française elle-même !

M. Xavier Deniau. Bien entendu !

M. Jean Foyer, président de la commission. L'attribution, l'acquisition et la perte de la nationalité française ne peuvent dépendre que de la loi française elle-même.

En 1972, nous avons modifié le code de la nationalité, d'ailleurs sur mon rapport, et nous avons prévu que désormais l'acquisition par un Français d'une nationalité étrangère ne lui ferait plus perdre la nationalité française, à moins qu'il n'en manifeste la volonté.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 6.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5, modifié par le sous-amendement n° 6.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi qui, après le rejet de l'article additionnel, se limite à l'article unique modifié par l'amendement adopté.

(L'ensemble du projet de loi, ainsi modifié, est adopté.)

— 3 —

RENOUVELLEMENT DES BAUX COMMERCIAUX EN 1980

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980 (n° 1428, 1445).

La parole est à M. Foyer, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, suppléant M. Krieg, rapporteur.

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. Monsieur le ministre du commerce et de l'artisanat, mes chers collègues, je supplée M. Krieg qui, à cette heure, préside la commission des finances du conseil de Paris à l'hôtel de ville, et dont je vous présente les excuses. Je prie d'ailleurs l'Assemblée de bien vouloir se reporter, pour l'essentiel, à son rapport écrit qui est aussi bref que clair.

En quelques mots, il s'agit de faire échec à l'application d'un décret de 1972 qui a institué un mécanisme de plafonnement du prix des baux commerciaux lorsque ceux-ci viennent à renouvellement : le nouveau loyer est plafonné par rapport à l'ancien lorsqu'il est fixé par la voie judiciaire, le plafond étant, dans la pratique, appliqué aussi aux révisions amiables. La valeur locative se trouve limitée par le jeu d'un coefficient calculé

en appliquant une formule mathématique compliquée dont le rapport de M. Krieg contient les éléments. Les éléments de calculs actuellement disponibles auraient conduit à établir pour 1980 un coefficient compris entre 2,60 et 2,65.

Mais le plafonnement mathématique n'a jamais été réellement appliqué au cours des dernières années, en raison des interventions répétées du législateur. Par son projet de loi n° 1428, le Gouvernement demande une nouvelle fois au Parlement d'intervenir pour corriger l'évolution du coefficient en fixant ce dernier à 2,50 pour 1980 au lieu de 2,65.

La commission des lois a adopté deux amendements identiques, l'un présenté par M. Ansqeur, l'autre par M. Villa. Sur ce point encore se manifeste la convergence que nous constatons si fréquemment dans les jours que nous vivons : entre la majorité et l'opposition, entre la chambre de commerce de Paris et le parti communiste. Bref, la commission vous demande d'abaisser le coefficient proposé par le Gouvernement pour la limitation du prix des baux commerciaux soumis à renouvellement en 1980 de 2,50 à 2,35.

Je n'en dirai pas plus, me bornant à souligner que j'ai parlé non point en mon nom personnel, mais en qualité de rapporteur suppléant !

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat. Monsieur le président, j'ignore si je vais bousculer les usages ou commettre une infraction grave aux règles qui régissent le fonctionnement de l'Assemblée, mais permettez-moi de vous adresser mes très sincères et très cordiales félicitations, à titre personnel.

M. Alain Hautecœur. Nous aussi !

M. le président. Je vous remercie beaucoup, monsieur le ministre, mes chers collègues.

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. La commission y joint les siennes, monsieur le président.

M. le président. J'y suis très sensible ! (Sourires.)

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Dans cette ambiance, je n'ose plus traiter des baux commerciaux !

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. Osez tout de même, monsieur le ministre. (Sourires.)

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Monsieur le président de la commission, je dois reconnaître, une nouvelle fois, que vous avez évolué, avec une parfaite aisance et un égal bonheur, entre l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse...

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. Vous me flattez !

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. ... pour exposer le mécanisme complexe et, ô combien ! mystérieux de la fixation des coefficients dits « de plafonnement ».

Mon compliment est parfaitement sincère. Je ne voulais pas seulement me plier aux usages de la courtoisie !

Nous connaissons tous — j'en connais personnellement — des praticiens, voire des théoriciens avertis, comme ils le sont tous, que la vérification des conditions d'application de l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1953, dans la rédaction du décret du 3 juillet 1972, plongeait dans la plus profonde perplexité.

J'ai admiré la souplesse de la plume du rapporteur qui a écrit que ce texte avait connu une enfance difficile et une adolescence ingrate, ce qui me permet d'ajouter qu'il en arrive à un degré de vieillissement qui précède, je l'espère, l'au-delà ! (Sourires.)

M. Jean Foyer, président de la commission des lois, rapporteur suppléant. Vous faites un vœu mortis, monsieur le ministre. (Sourires.)

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Exactement. Et je n'espère vraiment qu'anticiper car, vous le savez, le Gouvernement a déposé un projet n° 1282 qui prévoit précisément la suppression du dispositif dont nous débattons aujourd'hui !

Mais ce présent projet a une ambition très limitée car dans l'attente de l'examen par le Parlement du texte dont je viens de parler, il convient d'aménager le système de coefficient.

Au moment de son renouvellement, le loyer du bail commercial, industriel ou artisanal doit correspondre — et vous l'avez rappelé excellemment, monsieur le président — à la valeur locative des locaux loués.

Je vous rappelle — non pas par un malin plaisir qui serait pernicieux ! — que ce coefficient procède d'un produit qui n'est pas alchimique : il provient directement de « la moyenne arithmétique de la variation entre l'année précédant le point de départ du bail à renouveler et celle précédant son expiration, d'une part, de la moyenne annuelle de l'indice trimestriel du coût de la construction, d'autre part, du produit de la moyenne annuelle de l'indice trimestriel de la production industrielle, hors bâtiment, par celle de l'indice mensuel du prix à la consommation. »

Si nous avons fait jouer pleinement et strictement cette moyenne arithmétique, le coefficient se serait inscrit à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 2,61 et 2,65.

Ce coefficient a été fixé successivement, de 1975 à 1979, à 2,07, 2,15, 2,25 et 2,35. Le projet de loi vous propose le chiffre de 2,50. Par rapport à celui de l'année précédente — 2,35 — applicable, je le répète, à des baux conclus en 1970, il apparaît, pour des baux conclus en 1971, comme un chiffre particulièrement raisonnable. Le Gouvernement a, en effet, choisi la voie de l'équilibre entre les intérêts parfaitement légitimes des deux parties en présence, locataires et propriétaires, c'est-à-dire, une fois de plus, la voie de l'équité. D'un moi, j'en indiquerai les conséquences économiques.

Pour les locataires, le coefficient de 2,50 entrainera une hausse de 50 p. 100 en moyenne. J'ajoute deux précisions : d'abord, cette hausse est calculée par rapport au loyer fixé trois années auparavant, lors de la révision triennale ; ensuite et surtout, ce loyer restera au même niveau pendant les trois années à venir. Ces hausses ne sont que la rançon d'augmentations de loyer n'intervenant que tous les trois ans.

Pour les propriétaires, le chiffre proposé représentera une progression de leur pouvoir d'achat inférieure de près des deux tiers à celle des salaires.

Il représente enfin un point moyen entre le coefficient de 2,35 appliqué en 1979 et celui de 2,65 que donne le libre jeu des indices légaux.

Telles sont les propositions du Gouvernement. Permettez-moi une réflexion de philosophie juridique. Depuis 1972, le Parlement intervient chaque année sur un texte qui, décidément, ne veut pas mourir. Déjà, lorsque le Gouvernement a présenté son projet au fond, j'ai cru percevoir certaines réticences qui étaient contradictoires puisqu'il semblerait qu'on veuille redonner vie à ce décret du 3 juillet 1972.

Mesdames et messieurs les députés, la voie proposée est celle de la raison. En vous proposant ce chiffre de 2,50, le Gouvernement agit conformément à l'équité.

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Martin.

M. Claude Martin. « Les juristes, et plus spécialement les praticiens du quotidien, les locataires et les propriétaires, affrontent une législation morcelée, fragmentaire et complexe, éloignée à la fois de l'esprit de géométrie et de l'esprit de finesse, étroitement dépendante des circonstances, c'est-à-dire de la conjoncture. »

Monsieur le ministre, tels étaient les propos que vous teniez il y a un an à cette même tribune. Aujourd'hui, vous continuez, comme vos prédécesseurs, à soumettre au Parlement des textes de circonstance et, malheureusement, vous participez à créer cette législation morcelée, fragmentaire et complexe.

Le Gouvernement a récemment précisé qu'il entendait rappeler aux propriétaires, comme d'ailleurs à l'ensemble des agents économiques, que des hausses abusives ressortiraient à une politique irresponsable. Or le texte actuellement en discussion prévoit un coefficient de 2,50 alors que l'extrapolation de la progression des indices connus pour les prix à la consommation permet de prévoir un coefficient de 2,20 et le même raisonnement appliqué à l'indice de la construction, un coefficient de 2,34.

Il est bien évident que si nous votons un coefficient supérieur à la variation des prix, nous créerons un facteur d'inflation, limité certes, mais réel. Dans l'esprit des textes, ce coefficient est un plafond, mais, dans la réalité, il est exigé par les bailleurs, et rares sont les locataires qui obtiennent un loyer inférieur à celui qui résulte de son application. J'espère donc que, lors de la discussion de l'article unique de votre projet de loi, vous accepterez, monsieur le ministre, l'amendement proposé par M. Mancel, député du groupe du R. P. R.

Par ailleurs, vous avez déposé un projet de loi n° 1282 aux termes duquel le système du coefficient de plafonnement serait supprimé à partir de 1980 ; c'est-à-dire que les nouveaux loyers des baux à renouveler à partir de cette date seraient désormais

fixés en fonction de la valeur locative. Or, avec le projet de loi n° 1428 actuellement en discussion, vous décidez d'en différer l'application. Cela signifie que le Parlement continue de légiférer au coup par coup et de voter des textes purement conjoncturels.

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. C'est un euphémisme !

M. Claude Martin. Le décret de 1972 est trop sophistiqué quant aux modalités de calcul du coefficient de plafonnement, et il est inappliqué parce qu'il est inapplicable. En fait, comme par le passé, on ne perçoit pas quelle est la véritable politique du Gouvernement concernant les baux commerciaux. En 1972, donc, il fixe par décret les règles de calcul du coefficient. Depuis, il demande chaque année aux parlementaires de voter une loi pour ne pas l'appliquer. En 1976, il dépose au Sénat un projet tendant à clarifier la procédure applicable à l'expiration des baux commerciaux et à permettre au Gouvernement de fixer les modes de calcul du coefficient de plafonnement. Ce texte ne fut jamais examiné. Le 30 juin 1978, il dépose sur le bureau de l'Assemblée nationale un nouveau texte, dont l'inscription à l'ordre du jour est remise à une session ultérieure. J'ajoute que, sur certains points, la philosophie de ce projet est à l'inverse de celle du texte qui a été déposé au Sénat.

Or les commerçants, les artisans, les entrepreneurs, veulent savoir comment évolueront leurs loyers. Faites en sorte, monsieur le ministre, qu'ils le sachent vite, et pour longtemps.

J'ai commencé mon intervention en vous citant. Je conclurai de la même manière. « L'action n'est, en définitive, qu'une suite d'actes désespérés qui nous permet de garder l'espoir. »

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je citais moi-même René Char !

M. Claude Martin. C'était en 1978, et vous étiez alors rapporteur d'un texte conjoncturel sur les loyers. Eh bien, gardons l'espoir d'avoir une législation enfin cohérente et durable en matière de baux commerciaux ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Mancel.

M. Jean-François Mancel. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, une fois de plus, notre assemblée est conduite à délibérer sur la fixation du coefficient prévu par l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1953 et qui constitue le plafond à appliquer aux baux commerciaux venant à renouvellement à partir du 1^{er} janvier 1980.

Ainsi que vient de le dire notre collègue M. Claude Martin, cette pratique n'est pas satisfaisante car il n'est jamais bon que le Parlement soit amené à faire des textes de circonstance. Certes, vous avez déposé, monsieur le ministre, sur le bureau de notre assemblée, un texte tendant à modifier le système actuel en lui substituant un régime nouveau et définitif. Je pense que nous aurons l'occasion de le débattre à la session de printemps. Vous aurez alors à cœur, j'en suis persuadé, d'écouter nos observations et nos critiques et d'entendre nos propositions établies en concertation avec les organisations professionnelles à propos d'un texte qui est indispensable, sans aucun doute, mais qui, de par ses dispositions actuelles, nous paraît gravement préoccupant et inquiétant.

Mais revenons-en au projet que vous nous soumettez aujourd'hui. Si nous sommes contraints de fixer annuellement ce coefficient plafond, c'est que le mécanisme institué par le décret du 3 juillet 1972 aurait entraîné, s'il avait été appliqué purement et simplement, une progression des loyers disproportionnée avec l'évolution de l'indice des prix.

Pour éviter des hausses de loyers qui auraient été insupportables pour les commerçants et les artisans, le Parlement a été appelé à corriger ce coefficient en le fixant à 2,07 en 1975, à 2,15 en 1976 et en 1977, à 2,25 en 1978 et à 2,35 en 1979.

Pour 1980, la référence aux modalités de calcul prévues par le décret du 3 juillet 1972 donnerait un coefficient qui varierait entre 2,60 et 2,65. Vous avez constaté, dans l'exposé des motifs du projet, qu'il s'ensuivrait des conséquences inacceptables. C'est pourquoi, vous proposez de fixer ce coefficient à 2,50. Ce chiffre, bien que moins déraisonnable que le premier, ne nous paraît pas satisfaisant dans la conjoncture présente.

Certes, loin de moi l'idée d'écarter la nécessité d'assurer à la propriété immobilière une rentabilité équitable garante, en outre, de la conservation et de l'amélioration du patrimoine. D'ailleurs les locataires commerçants et artisans sont parfaitement conscients de cet impératif.

Cependant, compte tenu de la situation de notre commerce et de notre artisanat, confrontés à de lourdes charges sociales et

fiscales, et des tensions inflationnistes persistantes que nous connaissons, nous devons faire preuve d'une prudence certaine en matière de hausse des baux commerciaux.

C'est pourquoi je vous propose, monsieur le ministre, de vous référer, pour l'appréciation du coefficient plafond, à deux indices qui concernent directement les deux parties en présence lors du renouvellement du bail, à savoir l'indice du coût de la construction et celui des prix à la consommation.

Si l'on calcule la moyenne arithmétique de ces deux indices pour l'année 1979, on aboutit à un coefficient d'augmentation de 2,27 à 2,30, assez nettement inférieur, par conséquent, à celui de 2,50 que vous nous proposez. C'est pourquoi, je défendrai tout à l'heure, un amendement tendant à fixer un coefficient de 2,35. C'est, me semble-t-il, une proposition judicieuse qui satisfera les parties en présence. Elle évitera, en outre, d'aggraver les tensions inflationnistes.

Elle constituera, enfin, un encouragement pour les commerçants et les artisans locataires, qui verront bien ainsi que le Gouvernement et la majorité continuent à tenir leur activité pour essentielle dans le tissu économique national. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Article unique.

M. le président. « Article unique. — En cas de renouvellement, en 1980, du bail d'un local ou d'un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal ainsi que d'un local mentionné à l'article 2 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, le coefficient prévu à l'article 23-6 dudit décret est, par dérogation aux dispositions des alinéas 2 à 5 dudit article, fixé à 2,5. »

Je suis saisi de quatre amendements, n° 1, 2, 3 et 4, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 1, présenté par MM. Villa, Bardol, Ducloné, Rigout et les membres du groupe communiste, est ainsi rédigé :

« A la fin de l'article unique, substituer aux mots : « fixé à 2,5 », les mots : « maintenu à 2,35 ».

Les deux amendements suivants, n° 2 et 3, sont identiques.

L'amendement n° 2 est présenté par M. Krieg, rapporteur, et MM. Anquer et Villa ; l'amendement n° 3 est présenté par MM. Mancel, Cazalet, Chauvet, Cousté, Delprat, Goasduff, Jacques Godfrain, de Lipkowski, Martin et Louis Sallé.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« A la fin de l'article unique, substituer aux mots : « fixé à 2,5 », les mots : « fixé à 2,35 ».

L'amendement n° 4, présenté par MM. Héraud et Richomme, est ainsi rédigé :

« A la fin de l'article unique, substituer aux mots : « fixé à 2,5 », les mots : « fixé à 2,45 ».

La parole est à M. Villa, pour soutenir l'amendement n° 1.

M. Lucien Villa. La hausse sensible du loyer des baux commerciaux lors de leur renouvellement pèse lourdement sur l'activité du petit commerce, de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises.

Le coefficient de 2,5 que propose le Gouvernement pour l'année 1980 est, dans la conjoncture actuelle, par trop élevé. Un grand nombre de commerçants, d'artisans, de petites et moyennes entreprises ne pourraient, en effet, supporter le poids de nouvelles hausses. C'est pourquoi le groupe communiste propose, dans son amendement, de maintenir le coefficient à 2,35 pour l'an prochain.

Au-delà de ce texte, nous sommes inquiets pour l'avenir. Le projet de loi déposé par le Gouvernement et dont nous discuterons peut-être à la session prochaine, peut laisser la porte ouverte à des abus en matière de loyers commerciaux. La liberté des loyers d'habitation et les excès qui en découlent renforcent notre inquiétude.

C'est pourquoi nous souhaitons que le Gouvernement tienne compte des avis des organisations professionnelles et que le dispositif qui sera proposé pour le renouvellement des baux commerciaux ne pénalise pas ceux qui, par leur activité, assurent une part non négligeable de l'économie de notre pays.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur suppléant, pour soutenir l'amendement n° 2 et donner l'avis de la commission sur les amendements n° 1, 3 et 4.

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. En ce qui concerne l'amendement n° 2, j'ai indiqué tout à l'heure dans mon intervention préliminaire quel était son objet. Je dirai, selon la formule consacrée, qu'il se justifie par son texte même. Il en est de même de l'amendement n° 3 qui est identique à celui de la commission, et de l'amendement n° 1. La commission, enfin, n'a pas été saisie de l'amendement n° 4.

M. le président. La parole est à M. Mancel, pour soutenir l'amendement n° 3.

M. Jean-François Mancel. Je ne reprendrai pas les termes de mon intervention.

Cet amendement préconise que le Gouvernement accepte de bien vouloir fixer à 2,35 le coefficient qui est soumis à nos délibérations.

M. le président. La parole est à M. Héraud, pour soutenir l'amendement n° 4.

M. Robert Héraud. Entre la proposition du Gouvernement tendant à fixer ce coefficient à 2,50, celle de la commission, qui voudrait conserver le chiffre en vigueur en 1979 et le coefficient de 2,65 qui serait atteint en cas d'application automatique des modalités de calcul, je voudrais, dans un souci de conciliation, proposer un moyen terme.

Il convient, en effet, de respecter les intérêts légitimes des propriétaires et des locataires : la rentabilité du patrimoine et la prise en compte de l'évolution des prix pour les premiers ; une certaine stabilité des loyers, pour les seconds. Dans cet esprit, un coefficient de 2,45 me paraît un terme équitable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces amendements ?

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Le Gouvernement, tout en s'en remettant à la sagesse de l'Assemblée, se rallierait volontiers à l'amendement n° 4 défendu par M. Héraud.

M. le président. La parole est à M. Martin.

M. Claude Martin. J'appelle l'attention de mes collègues sur le fait que les baux qui vont être renouvelés le 1^{er} janvier 1980 sont, par définition — et c'est une lapalissade — des baux qui ont pris effet au 1^{er} janvier 1971 et qui arriveront à expiration le 31 décembre 1979.

Or j'ai cru comprendre que M. Barre avait expliqué à différentes reprises que, dans l'hypothèse d'une minoration des majorations de loyers, il ne serait procédé en aucun cas à un rattrapage.

De telles minorations ont bel et bien été appliquées, notamment en 1972, si mes souvenirs sont exacts. Pourtant, le texte que vous nous présentez, monsieur le ministre, et l'amendement que vous semblez accepter sont bien la preuve que vous voulez faire un rattrapage en la matière et que le Gouvernement revient donc sur sa position.

Si tel est le cas, j'aimerais qu'on nous le dise clairement.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je suis tout à fait désolé de contredire formellement M. Martin qui a fait référence au régime des loyers des baux d'habitation alors que nous discutons des baux commerciaux.

Dans ce dernier secteur, aucun blocage des loyers n'est jamais intervenu : il n'y a donc pas matière à procéder à un rattrapage. Mais M. Martin faisait peut-être allusion à la fixation d'un coefficient dit « de plafonnement ».

M. le président. La parole est à M. Martin.

M. Claude Martin. Je n'ai pas employé le mot « blocage », mais j'ai parlé de « minoration des majorations » décidée par le Gouvernement. Le taux retenu en 1972, si mes souvenirs sont exacts, était de l'ordre de 10 p. 100.

Je voudrais que l'on nous dise clairement si l'on entend rattraper maintenant ce retard.

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. Mais non !

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Je ne veux pas prolonger une querelle d'ordre sémantique, mais j'indique très amicalement à M. Martin que lorsqu'il emploie le terme de rattrapage, il sous-entend nécessairement qu'il y a eu un blocage, ce que je ne peux pas admettre.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur suppléant.

M. Jean Foyer, président de la commission, rapporteur suppléant. La politique qui a été suivie en 1972 n'a absolument aucun rapport avec celle qui a été appliquée par la suite.

Les mesures qui sont intervenues au cours des dernières années s'inséraient en effet dans une politique économique d'ensemble qui prétendait lutter contre l'inflation alors que les dispositions de 1972 étaient, pour employer un euphémisme, purement catégorielles.

J'ai certes mandat de défendre l'amendement n° 2, mais je tiens à souligner que maintenir pour les renouvellements de baux qui se produiront en 1980 le même coefficient qu'en 1979, c'est vouloir nier l'évidence et ne pas reconnaître que, malheureusement, dans la période de douze mois qui s'est écoulée, certains facteurs ont varié dans le sens de la hausse.

La commission n'a pas eu à examiner l'amendement de MM. Héraud et Richomme, mais elle l'aurait peut-être adopté. (*Murmures sur les bancs des socialistes.*) Il paraît en effet concilier équitablement les deux points de vue qui s'opposent.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. La parole est à M. Mancel.

M. Jean-François Mancel. Monsieur le président, monsieur le ministre, malgré les propos sculignant l'aspect technique du problème, il semble qu'il s'agisse plutôt d'une discussion de marchands de tapis. Il serait souhaitable que chacun fasse un effort. Je suis donc tenté de déposer un autre amendement qui représenterait un nouveau pas vers le Gouvernement. Alors que celui-ci était initialement favorable au coefficient 2,50, nous avions proposé 2,35. Nous pourrions peut-être nous mettre d'accord sur 2,40.

M. Jacques-Antoine Gau. C'est du marchandage !

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce et de l'artisanat.

M. le ministre du commerce et de l'artisanat. Monsieur Mancel, je vous rappelle que le coefficient qui résulte de la loi est 2,65 et non pas 2,50. Vous allez faire regretter au Gouvernement de vous avoir proposé ce dernier chiffre et non pas 2,55 car nous serions alors tombés facilement d'accord sur 2,45.

La dignité de tous commande que nous en restions là. En acceptant le coefficient 2,45 j'ai accompli le geste que certains attendaient, de conciliation et de sagesse.

M. Alain Hautecœur. En tout cas pas de ciarté.

M. le président. La parole est à M. Villa.

M. Lucien Villa. Je souhaite que l'Assemblée adopte l'amendement n° 2 qui répond au vœu de la plupart de nos collègues et qui avait fait l'objet d'un vote unanime de la commission.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n° 2 et 3.

(*Ce texte est adopté.*)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 4 devient sans objet.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi, modifié par les amendements adoptés.

(*L'article unique du projet de loi, ainsi modifié, est adopté.*)

— 4 —

AUTOMATISATION DU CASIER JUDICIAIRE

Discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire (n° 1369, 1440).

La parole est à M. Sauvaigo, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. Monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, le projet a trait à l'organisation et à la gestion du casier judiciaire. Il ne modifie en rien les règles de fond relatives au casier. L'objet du projet est de permettre la substitution à l'organisation décentralisée du casier, tenu par le greffe de chaque tribunal de grande instance, un système centralisé dont la gestion serait automatisée.

Je précise d'emblée que le projet de loi a été soumis à la commission nationale de l'informatique et des libertés qui a émis un avis favorable.

A l'origine, l'organisation du casier judiciaire était centralisée. Elle avait été établie en 1810 par le code d'instruction criminelle.

D'abord régi par des circulaires ministérielles — la première date de 1850 — le système décentralisé a été consacré par la loi du 5 août 1899 qui organisa légalement, avec les articles 768 et suivants du code de procédure pénale, le casier judiciaire.

Après vérification de l'identité du condamné aux registres de l'état civil, le greffe du tribunal d'instance classe la fiche qui lui a été adressée par la juridiction qui a statué avec la mention de la condamnation : crime, délit ou contravention de cinquième classe.

Les fiches ainsi classées sont diffusées sous la forme de trois bulletins.

Le bulletin n° 1, qui comporte toutes les condamnations, ne peut être délivré qu'aux autorités judiciaires.

Le bulletin n° 2, moins complet, est réservé en principe aux administrations et au président du tribunal de commerce.

Le bulletin n° 3, encore davantage expurgé, ne peut être remis qu'à l'intéressé.

Les règles relatives à l'établissement et au contenu du casier judiciaire sont nombreuses et complexes. Des lois successives sont en effet intervenues. Elles eurent dans l'ensemble pour but, et notamment les lois du 17 juillet 1970 et du 11 juillet 1975, de faciliter le reclassement des condamnés — en particulier des jeunes adultes.

Chaque année, le volume des mises à jour représente environ 2 200 000 fiches à traiter, et un peu plus de 5 millions de bulletins sont délivrés. Bien entendu, ces chiffres augmenteront encore au cours des prochaines années...

Outre la lourde charge que constitue le maniement de ces fiches par un personnel qui n'est pas toujours spécialisé, le ministère de la justice reconnaît que la qualité du service se dégrade. Il en résulte plusieurs inconvénients.

Premier inconvénient : l'article 769 du code de procédure pénale qui prévoit la mise à jour des fiches n'est guère respecté.

Deuxième inconvénient : il n'est pas toujours fait une application uniforme de certaines mesures légales : c'est le cas pour la réhabilitation de plein droit.

Troisième inconvénient : les fiches de condamnation parviennent souvent avec beaucoup de retard.

Quatrième inconvénient : les bulletins sont souvent délivrés deux ou trois semaines après qu'ils ont été demandés. Cette situation est particulièrement gênante en matière de flagrant délit où la constitution des sommiers est devenue une nécessité. Et ces retards sont parfois à l'origine de placements en détention provisoire qui ne sont pas justifiés.

Pour remédier à tous ces inconvénients, le ministre de la justice a mis au point un projet d'automatisation du casier judiciaire.

A la vérité, la loi du 24 juin 1970, qui a notamment prévu la création d'un fichier national des conducteurs, conduisait à une solution de ce type, non seulement parce que le fichier des conducteurs ne pouvait être tenu à jour indépendamment du casier général mais encore parce qu'il devait être traité au moyen de l'informatique.

L'automatisation du casier judiciaire a donc été mise à l'étude dès 1973, sur l'initiative du garde des sceaux.

J'indique au passage que la commission nationale de l'informatique et des libertés n'a vu dans le projet qu'« avantages certains pour la tenue, la gestion, la conservation et l'utilisation du casier judiciaire », même si elle suggère de prendre certaines précautions.

Cette informatisation implique l'utilisation d'un ordinateur de grande puissance à Nantes. On centralise ; on décentralisera peut-être plus tard !

On attend de l'automatisation plusieurs améliorations.

Elle permettra normalement de supprimer la plupart des inconvénients actuels du casier judiciaire par l'élimination des distorsions constatées dans l'application de certaines dispositions légales et par une accélération de la délivrance des bulletins.

L'ordinateur travaillant en temps réel d'une manière générale et en temps différé de vingt-quatre heures seulement pour les travaux d'édition, il s'ensuivra un raccourcissement d'éventuelles détentions provisoires. En outre, la suppression d'un très grand nombre de manipulations sera d'un immense secours pour les greffes. On estime ainsi que quelque 700 commis-greffiers pourront être utilisés à d'autres tâches de justice, ce qui ne fera qu'accélérer le cours de celle-ci.

Autre avantage : il sera possible d'établir rapidement des statistiques, ce qui présente une utilité certaine pour l'élaboration des lois pénales.

Enfin, le projet de loi tire les conséquences des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le droit d'accès institué par cette loi permettra à toute personne intéressée d'obtenir la communication de l'intégralité des informations la concernant qui sont enregistrées au casier judiciaire. Toutefois, sur la suggestion de la commission de l'informatique et des libertés, il a été prévu que le titulaire du droit d'accès ne pourrait prendre connaissance de l'intégralité de son casier judiciaire que par l'intermédiaire du procureur de la République ou, à l'étranger, par le truchement des consuls de France.

L'accès à l'intégralité du casier judiciaire donnera toute sa valeur à la possibilité d'exercer le droit de rectification prévu à l'article 778 du code de procédure pénale.

Je souligne que cette disposition, applicable dès la promulgation de la loi, va dans le sens de l'article 45 de la loi du 6 janvier 1978 qui vise tous les casiers, informatisés ou non.

La gestion automatisée du casier judiciaire implique une modification du mode de vérification de l'état civil des personnes y faisant l'objet d'une mention.

L'actuel article 768 du code de procédure pénale prévoit que, pour tous ceux qui sont nés dans le ressort d'un tribunal de grande instance, cette vérification se fait sur les registres d'état civil. Cette procédure entraîne des lenteurs.

C'est pourquoi une modification du système est envisagée. La vérification de l'identité serait faite grâce au répertoire national d'identification des personnes physiques de l'I. N. S. E. E. Seul l'état civil — et non le numéro d'identification — sera nécessaire, ce qui est la condition requise pour éviter la communication entre fichiers. La commission nationale de l'informatique et des libertés n'a pas opposé d'objections à ce mécanisme.

Mais cette commission a suggéré plusieurs précautions concernant notamment les bâtiments dans lesquels fonctionneront les ordinateurs, les personnels chargés de les faire fonctionner ou qui auront accès au fichier. Elle a suggéré également des mesures de décentralisation, pour éviter des pertes ou des disparitions.

Ce casier, comme le casier central, qui a été créé en 1850 et sur le plan légal en 1899 et qui concerne les personnes nées hors de France ou dont l'identité est incertaine ou inconnue, sera placé sous l'autorité du garde des sceaux. Ce seront des magistrats qui seront responsables du service. De plus, les décrets d'application seront pris après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

Le casier automatisé devrait être mis en place en 1981 et assurer, dès 1983, les travaux d'édition des extraits de jugement. Le passage à l'automatisation devrait être achevé en 1985.

Les études faites sous l'autorité du garde des sceaux ayant été tout à fait concluantes, nous pouvons augurer d'un bon résultat et penser que le calendrier avancé sera respecté.

Ce projet permettra d'améliorer le fonctionnement du casier judiciaire et de le rendre plus rapide. Il sera l'occasion de créer 250 emplois à Nantes. Dans certains cas, des détentions provisoires seront évitées. L'automatisation favorisera, en outre, l'établissement de statistiques utiles pour mettre au point les futures lois pénales.

Au total, le projet va dans le sens d'une meilleure justice.

Telles sont les dispositions principales et la finalité du projet de loi qui, sous réserve de quelques amendements qu'elle lui a apportés, a été adopté par la commission des lois.

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Villa.

M. Lucien Villa. L'informatique, c'est-à-dire la technique de traitement des informations par ordinateur, constitue un facteur très important de progrès. Elle peut, dans les domaines écono-

miques et sociaux, permettre de réaliser des avancées considérables, en déchargeant les hommes de travaux gigantesques, répétitifs et routiniers.

Elle est une grande conquête: de l'homme qui doit amener les sociétés à libérer des énergies qui sont actuellement consacrées à des activités peu enrichissantes pour ceux qui en ont la charge. A ce titre, l'informatique est elle-même génératrice d'autres progrès, puisque ceux dont les conditions de travail seront améliorées grâce aux procédés modernes pourront s'occuper à des tâches qui seront en rapport plus direct avec leur mission: contribuer au bonheur du peuple en répondant mieux aux besoins individuels et collectifs.

C'est ainsi, du moins, que les communistes voient les avantages de l'informatique.

Le grand patronat et le Gouvernement ont d'autres objectifs pour l'informatique. Le premier y voit une bonne occasion de rationaliser l'exploitation des travailleurs et d'augmenter ses profits; le second y voit une bonne occasion de rationaliser la répression contre ceux qui luttent pour une société meilleure, pour une société de liberté.

Nous avons souligné les insuffisances dangereuses pour la démocratie et le respect du droit à l'infini de chacun à propos des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'absence de garantie et d'un contrôle suffisant nous avait fait rejeter le texte du Gouvernement, car il comportait des menaces pour les libertés.

Nous n'avions pas tort. Avec votre texte, par exemple, monsieur le garde des sceaux, des sociétés de publicité peuvent se permettre de mettre à la disposition des entreprises des fichiers complets.

Ainsi, je possède ici, et je le tiens à votre disposition, un prospectus qui propose de vendre l'utilisation « de fichiers actualisés et classés par département et par ville: entreprises industrielles et commerciales ou administrations sélectionnées par profession et par importance, foyers par âge et par revenu, enfants, professions libérales, fichiers spéciaux, etc. »

Et les auteurs de ce prospectus poursuivent: « Nous offrons des adresses à haut pouvoir d'achat avec des sélections particulièrement affinées par âge, par tranche de revenus mensuels de 1 000 francs et par secteur géographique. » Et, plus loin: « Le fichier enfants est d'une incomparable sélectivité puisqu'il comporte les âges. Donc, possibilité de limiter avec précision les envois à la branche d'âge intéressante. »

Bien entendu, ces fichiers sont nominatifs. Qu'en est-il donc de vos déclarations, lors du débat du 4 octobre 1977 où vous déclariez, monsieur le garde des sceaux: « La liberté demande un certain respect de l'intimité. Un homme n'est plus vraiment libre s'il est transparent à autrui, si son for intérieur devient une sorte de forum public qui serait ouvert à toutes les curiosités. »

On le voit, en matière de protection des libertés, on ne peut vous faire confiance. Derrière les déclarations d'intention se cachent toujours des arrière-pensées qui ont pour objet le profit ou l'arbitraire et la mise en fiche.

M. Jean Foyer, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. Quel procès de tendance!

M. Lucien Villa. Vous vous proposez aujourd'hui d'informatiser et de centraliser le casier judiciaire.

Nous pensons qu'une telle opération pourrait avoir des effets bénéfiques en libérant les personnels d'un travail de manipulation important, en assurant une grande rapidité dans l'envoi des bulletins du casier judiciaire, en diminuant les cas et les durées de détention provisoire.

Malheureusement, le projet de loi ne semble pas inspiré par une volonté d'amélioration du fonctionnement de la justice, mais bien par le souci de moderniser, grâce aux procédés informatiques, votre système de surveillance et de mise en fiches des citoyens.

Ainsi, le problème principal posé par l'automatisation du casier judiciaire est celui du rapprochement ou de l'interconnexion possible avec d'autres fichiers.

La commission nationale de l'informatique et des libertés a estimé qu'il ne doit y avoir, hormis les cas où les informations sont rendues anonymes, aucun rapprochement, aucune interconnexion entre le nouveau casier judiciaire et d'autres fichiers,

automatisés ou non, sauf dans les cas prévus par la loi. Or vous n'avez pas pris en compte cette réserve de la commission, si importante pour les libertés, dans l'élaboration de votre projet.

Dès lors, puisque vous ne considérez pas les observations de la commission comme indispensables lors de l'élaboration des projets de loi, comment voudriez-vous que l'on vous fasse confiance lorsque vous prendrez les décrets d'application?

Vous nous avez trop habitués à des déclarations léniantes sur les libertés, alors que vos pratiques consistent à les réduire chaque jour un peu plus!

M. Jean Foyer, président de la commission. C'est insupportable!

M. Lucien Villa. Ainsi, le Parlement a voté la loi du 11 juillet 1975 relative à l'exclusion de certaines condamnations du casier judiciaire. Elle constituait un progrès pour les libertés. Mais vous en avez annihilé les effets par votre circulaire du 23 avril 1979.

Mon ami Jean-Jacques Barthe, lors de la discussion du budget de la justice vous a renouvelé la demande d'explication que je vous avais faite moi-même à la commission des lois. Quand me répondrez-vous?

Notre position sur les rapports de l'informatique et des libertés est à l'opposé de la vôtre. Nous pensons que toutes les garanties doivent être données. Alors seulement, l'utilisation de l'informatique dans le domaine de la justice, comme en tout autre domaine, pourra constituer un facteur de progrès.

Pour nous, l'ordinateur peut et doit être non un robot asservissant mais, au contraire, un instrument de liberté et de progrès, susceptible de décharger l'homme d'un certain nombre de contraintes et de lui permettre ainsi de se consacrer plus complètement et plus profondément à l'effort de réflexion au service de la société et d'une meilleure justice.

C'est tout le sens de notre proposition de loi sur les libertés, les fichiers et l'informatique. Ce n'est pas celui de votre projet, et c'est pourquoi nous ne le voterons pas.

M. le président. La parole est à M. Hauteœur.

M. Alain Hauteœur. Monsieur le garde des sceaux, l'informatique devait bien atteindre un jour le domaine de la justice.

L'informatique, c'est troublant, inquiétant, sans doute parce que bien mystérieux, et l'inquiétude ne peut que redoubler dès lors qu'elle apparaît dans le domaine de la justice, qui met en jeu nos libertés.

Les socialistes abordent ce projet de loi dans un esprit d'ouverture, dans la mesure où il s'agit d'introduire une technique moderne dans un nouveau domaine, mais ils se montreront vigilants, sourcilleux et pointilleux pour tout ce qui touche au respect des libertés.

Il ne serait pas honnête de nier que l'automatisation du casier judiciaire va incontestablement entraîner certaines améliorations. En effet, elle allégera les charges des juridictions en supprimant un grand nombre de manipulations. Les greffes s'en trouveront moins encombrés et l'on pourra dégager du personnel pour l'affecter à des tâches nouvelles.

Mais, par ailleurs, on ne saurait oublier que, dans le domaine de la justice, l'automatisation peut avoir des conséquences très inquiétantes. Ainsi, dans certaines juridictions, à Bohigny, par exemple, les jugements qui présentent un caractère quelque peu répétitif commencent à être préparés de façon automatisée. On se borne à ajouter la peine et ses motivations, ainsi que le nom et la signature du magistrat. Si l'on devait poursuivre dans cette voie on risquerait de réduire dangereusement la marge d'appréciation des cas individuels et la possibilité de juger une affaire en toute objectivité.

L'informatique peut aussi constituer une amélioration en permettant d'accélérer les procédures. C'est ainsi que la communication rapide du casier judiciaire pourra éviter la détention de prévenus, alors que, jusqu'à présent, il fallait parfois plusieurs jours, même lorsqu'on envoyait l'extrait de casier judiciaire par télégramme, pour savoir s'ils étaient délinquants primaires ou non.

En revanche, l'exposé des motifs du projet de loi évoque l'amélioration que l'informatique va apporter dans les procédures de flagrant délit. Les socialistes, qui sont, en tout état de cause, opposés à la procédure du flagrant délit, ne pourraient accepter que le recours à l'informatique permette de tenir encore plus rapidement l'audience de flagrant délit. Actuelle-

ment, le délai nécessaire à la communication du casier judiciaire oblige parfois à reporter l'audience, ce qui permet, notamment à la défense, d'avoir une meilleure connaissance du dossier. Dans ce domaine, l'accélération due à l'informatique risque donc d'avoir des effets condamnables.

Il reste que, globalement, l'automatisation aura un effet positif en permettant d'accélérer certaines opérations.

Cela dit, les socialistes seront vigilants, pointilleux et sourcilleux quand il s'agira de protéger les libertés. L'informatique a en effet sa propre force et c'est une technique qu'on ne maîtrise pas tout à fait. Dans son exposé des motifs, le Gouvernement fait valoir que l'automatisation favorisera la centralisation des données et l'application uniforme de règles qui, actuellement, ne sont pas observées de la même façon par les différents tribunaux. L'essai auquel vous avez procédé a notamment permis de constater que, en ce qui concerne les réhabilitations, par exemple, les juridictions interprètent les textes de façons différentes. Vous en déduisez que l'automatisation et la centralisation constitueront des avantages.

Nous considérons au contraire qu'il y a là un danger, surtout après la circulaire adressée le 23 avril 1979 aux procureurs et aux procureurs généraux par le directeur des affaires criminelles et des grâces, M. Le Guehrec — il fait décidément beaucoup parler de lui en ce moment — et dans laquelle il estime non fondé le refus de certains parquets de communiquer aux administrations les décisions de justice dont le tribunal a précisé qu'elles ne devaient pas figurer au casier judiciaire. Cette circulaire précise : « Dans ces conditions, le refus de communiquer aux administrations les décisions judiciaires qui prononcent l'exclusion de la mention de la condamnation du bulletin n° 2 du casier judiciaire ne paraît pas fondé. »

Avec l'automatisation, monsieur le garde des sceaux, vous pourrez vous dispenser de telles circulaires, car, une fois que tout sera programmé, les parquets ne pourront plus refuser une communication qu'ils ne considèrent pas conforme à la loi.

Ce point nous préoccupe d'autant plus que, comme l'a rappelé notre collègue M. Villa, nous attendons toujours la réponse que vous aviez promise à la commission des lois à l'occasion de la présentation de votre projet de budget.

Pointilleux, nous le serons également, et nous l'avons déjà été en commission, quant aux possibilités d'interconnexion entre les divers fichiers. Nous estimons, en effet, qu'il y a là un danger grave, et mon collègue et ami Alain Richard a déposé un amendement sur ce point, amendement qui, après avoir été longuement discuté, a finalement été adopté par la commission.

Ce danger nous a paru d'autant plus inquiétant que vous écrivez, dans l'exposé des motifs : « Enfin, la mise en recouvrement des amendes devrait être améliorée dans la mesure où le casier automatisé pourrait transmettre directement des bandes magnétiques aux services informatisés des comptables du Trésor. »

Si vous commencez à mettre vos bandes magnétiques à la disposition de tous ceux qui les demanderont, nous entrons dans un processus extrêmement grave.

En effet, même si vous affirmez vouloir être attentif au respect des libertés, vous ne savez pas comment seront utilisées par d'autres — à qui la loi vous conduit parfois à les fournir — les informations contenues dans ce fichier.

La loi elle-même vous oblige ou vous autorise parfois à les transmettre. Par exemple aux pays étrangers qui ont passé des conventions ratifiées avec la France, au fichier électoral auquel vous devez communiquer certaines condamnations et déchéances, au fichier militaire pour le recrutement en vertu de l'article 772 du code de procédure pénale, au fichier national du permis de conduire, sans parler des avis que vous devez transmettre aux préfets en matière d'expulsion des étrangers, à l'administration avant la nomination des fonctionnaires, aux services du fisc, aux conseils de l'ordre pour porter à leur connaissance une condamnation susceptible d'entraîner des conséquences dans la vie professionnelle de l'intéressé.

Ce point nous inquiète et nous attendons de vous des garanties extrêmement précises. Nous avons d'ailleurs déposé un amendement sur ce sujet. Ce n'est pas votre personne qui est en cause, monsieur le garde des sceaux...

M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice.
C'est gentil !

M. Alain Hautecœur. ... mais, qu'on le veuille ou non, le ministre de la justice, c'est tout de même le pouvoir exécutif.

Actuellement, le casier judiciaire est placé sous l'autorité et la responsabilité des greffiers et sous la surveillance des procureurs, c'est-à-dire de l'autorité judiciaire. Le casier central est placé sous votre autorité, monsieur le garde des sceaux. Nous pensons qu'une centralisation du fichier risque d'accroître les dangers d'utilisation abusive. C'est pourquoi nous demandons, notamment, que le casier judiciaire reste placé sous le contrôle d'une autorité judiciaire.

Nous avons pensé que ce devait être un magistrat du siège. J'avais déposé un sous-amendement précisant que ce devait être le premier président de la Cour de cassation. Mais le président Foyer, à qui aucune faille ne saurait échapper (sourires) a fait observer que, s'agissant d'un problème administratif, on pouvait à la limite confier ce contrôle au procureur général. J'ai donc modifié mon sous-amendement dans ce sens.

Nous voulons simplement souligner que, dans un domaine qui touche aux libertés, le contrôle doit être exercé par l'autorité judiciaire et non pas par le pouvoir exécutif. Des exemples récents montrent que les magistrats de la chancellerie, qui de par leur statut quelque peu particulier, ne bénéficient pas des mêmes garanties que les magistrats du siège, n'ont pas non plus, au-dessus d'un certain niveau de responsabilité, celles qui sont accordées aux magistrats du parquet, ainsi qu'en témoigne l'affaire Jéol. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons déposé ce sous-amendement. Nous estimons que, dans un domaine qui touche aux libertés, il vaut mieux prendre des précautions supplémentaires plutôt que ne pas en prendre assez.

Nous attendrons vos réponses avant de nous prononcer, monsieur le garde des sceaux. Le texte que vous nous présentez apporte une amélioration certaine, mais nous ne nous prononcerons favorablement à son égard que sous bénéfice d'inventaire.

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

M. le garde des sceaux. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, le projet de loi relatif à l'automatisation du casier judiciaire revêt, pour la gestion du système judiciaire français, une importance essentielle que ne laisserait pas supposer la curiosité qu'il semble susciter sur vos bancs. Mais j'espère que cette curiosité va naître au fur et à mesure de notre discussion !

La justice apparaît parfois comme une institution archaïque. Certains raillaient son langage du temps qu'elle parlait latin. D'autres ne voient dans les robes que la survivance du temps où l'homme de loi ne se distinguait pas très bien de l'homme d'Eglise.

M. Jean Foyer, président de la commission. Et du temps où les tribunaux n'étaient pas chauffés !

M. le garde des sceaux. Le texte que vous êtes appelés à discuter aujourd'hui est à l'opposé de ces images. Il traite, en effet, de la justice de demain et d'après-demain.

Je tiens d'abord à souligner que la justice n'a pas attendu aujourd'hui pour découvrir l'informatique. Elle en connaît depuis longtemps déjà les pouvoirs et aussi, monsieur Hautecœur, les dangers. Depuis plusieurs années, la Chancellerie s'est résolument engagée dans la voie de l'automatisation des tâches judiciaires de gestion. Les bureaux d'ordres pénaux de Paris, de Créteil et de Nanterre bénéficient d'une assistance informatique dont les résultats sont d'ores et déjà suffisamment probants pour que nous puissions envisager son extension à d'autres tribunaux de la région parisienne, et ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres.

Mais, comme toute technique nouvelle, l'informatique présente des risques, si ce n'est des dangers. C'est précisément pour conjurer ces risques, monsieur Villa, et peut-être davantage encore pour prévenir la méfiance publique, que vos propos pourraient contribuer à développer si l'on n'y répondait pas, que le Parlement a, en décembre 1977, adopté le projet de loi portant création d'une commission nationale de l'informatique et des libertés que je lui avais présenté.

A cette époque, vos prédécesseurs avaient déjà exprimé leur confiance dans les ressources des techniques informatiques.

Le projet de loi qui est aujourd'hui soumis à l'Assemblée traite de la rationalisation de la gestion du casier judiciaire. Je remercie M. Hauteceœur de l'avoir souligné. Voilà bien entre nous une convergence dont je me félicite !

M. Jean Foyer, président de la commission. Encore !

M. Alain Hauteceœur. Il n'y a que cela ce matin !

M. le garde des sceaux. Le casier judiciaire a deux buts, qui répondent à la même finalité. Il s'agit, d'une part, de fournir aux juridictions tous les éléments d'appréciation dont elles peuvent avoir besoin pour accomplir leur tâche, notamment en ce qui concerne les antécédents de ceux qui comparaissent devant elles et, d'autre part, de protéger la liberté des citoyens, tout en leur permettant d'attester de leur virginité judiciaire devant les administrations ou leurs employeurs.

A ce propos, je vous rappelle, monsieur Villa, qu'il existe trois bulletins différents d'extraits du casier judiciaire : le bulletin n° 1, qui est complet et qui est réservé aux autorités judiciaires ; le bulletin n° 2, dont certaines peines, moins importantes, sont exclues et qui est réservé aux administrations publiques ; le bulletin n° 3, allégé, qui est remis à tous les citoyens qui le demandent.

Ce système est excellent et il n'est pas question de le modifier. Mais les difficultés de gestion sont à la mesure de la complexité du système. Lors de la discussion budgétaire qui s'est récemment tenue dans cette enceinte, j'ai eu l'occasion d'évoquer la véritable explosion judiciaire à laquelle nous assistons actuellement. Celle-ci n'épargne pas la délivrance des extraits du casier judiciaire. Les greffes des tribunaux sont surchargés de demandes émanant tant des personnes privées que des administrations, des entreprises ou de la justice elle-même. Plus de 5 millions de fiches sont délivrées chaque année et le seul traitement des mises à jour concerne 2 200 000 fiches annuelles. Toutes ces opérations sont effectuées à la main, comme au xvii^e siècle...

M. Jean Foyer, président de la commission. Au xvii^e siècle, il n'y avait pas de casier judiciaire, monsieur le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je vous l'accorde, monsieur Foyer, mais, au xvii^e siècle, on faisait tout à la main.

Toutes ces opérations, dis-je, se font à la main dans les greffes des 181 tribunaux de grande instance, ainsi qu'au casier judiciaire de Nantes, qui traite les fiches des personnes nées hors de France. Que de temps perdu, ou, plus précisément, mal employé ! Les personnels de greffe qui s'y consacrent sont des personnels qualifiés, qui pourraient rendre à la justice et aux justiciables des services plus en rapport avec leurs compétences et leur expérience.

J'ajoute que, ce qui est beaucoup plus grave encore, les délais d'envoi des bulletins de casier judiciaire sont élevés, ce qui entraîne des conséquences fâcheuses. Prenons l'exemple d'un juge d'instruction qui demande un bulletin de casier judiciaire d'un individu soupçonné d'avoir commis un délit suffisamment grave pour qu'il demeure placé en détention provisoire s'il est récidiviste. Eh bien, tant que le bulletin ne lui a pas été communiqué, le juge doit maintenir l'individu en détention provisoire, ce qui peut durer quatre, cinq, voire six semaines. L'arrivée du bulletin ou bien confirmera la mesure prise, ou bien en rendra inutile la prolongation. Dans ce dernier cas, quelques semaines de liberté auront été perdues. Voilà qui est grave puisque le détenu, finalement remis en liberté au vu de son extrait de casier judiciaire, aura tout de même passé un certain temps en prison.

M. Sauvaigo l'a souligné, M. Hauteceœur l'a bien vu : l'automatisation doit contribuer à améliorer les conditions de la liberté en France. Or il n'existera aucun moyen de remédier à ces longs délais de détention provisoire tant que la gestion des casiers judiciaires restera manuelle.

M. Hauteceœur a fait valoir que, s'il était bon que les délais ne soient plus aussi longs, il importait néanmoins de ne pas aller trop vite dans le cas des flagrants délits. Je lui rappelle qu'un prévenu jugé en flagrant délit peut toujours demander un délai pour organiser sa défense et que rien ne sera changé dans ce domaine.

M. Alain Hauteceœur. On ne le lui accorde pas toujours !

M. le garde des sceaux. L'automatisation que prévoit le projet de loi soumis à votre appréciation entraînera naturellement une centralisation. Celle-ci se fera à Nantes, où se trouve déjà, comme je l'ai indiqué, le casier judiciaire central des personnes nées à l'étranger.

D'importants travaux seront nécessaires. Leur réalisation prendra probablement plusieurs années, mais, dès 1983, l'édition des extraits de jugements devrait pouvoir être assurée, et il ne devrait plus exister aucun casier manuel en 1985. Espérons que les prochains budgets nous permettront de réduire ces délais !

Les avantages de l'automatisation sont clairs. M. Sauvaigo les a admirablement esquissés dans son excellent rapport et M. Hauteceœur ne les a pas niés. Je voudrais, pour ma part, en préciser certains aspects.

D'abord, la justice se trouvera directement accélérée par les délais très courts que l'automatisation autorise. Là où il faut aujourd'hui jusqu'à six semaines, il suffira de deux heures. Tout le monde y gagnera : les justiciables, les magistrats, les auxiliaires de justice et jusqu'aux responsables des établissements pénitentiaires.

Ensuite, les juridictions seront déchargées de tâches subalternes que la machine peut prendre en charge et effectuer plus sûrement et plus rapidement que l'homme. Des milliers d'heures de travail seront ainsi libérées, monsieur Villa, en faveur de tâches plus intéressantes pour ceux qui les accomplissent et plus utiles à la bonne marche de la justice.

Enfin, une plus grande harmonie régnera dans l'interprétation et dans l'application des textes qui régissent la tenue du casier judiciaire. Il ne faut pas non plus négliger l'amélioration des statistiques qui résultera de cette réforme.

Mais, et c'est sans doute là le point le plus important, il va de soi, monsieur Villa, monsieur Hauteceœur, que l'automatisation ne change rien à la nature du casier judiciaire. Automatisation ne signifie pas automatisation de la délivrance des bulletins.

Vous nous faites sur ce point, monsieur Villa, un procès d'intention que l'on pourrait qualifier de « procès d'arrière-pensées ». Je le réfute. La recherche et la délivrance des bulletins feront toujours l'objet d'une vérification humaine qui sera opérée par des agents placés sous l'autorité et sous le contrôle de magistrats. Aucun bulletin du casier judiciaire faisant état de condamnation ne pourra, j'y insiste, être délivré sans le visa préalable d'un magistrat.

La délivrance des bulletins sera donc entourée d'autant de contrôle qu'auparavant, contrairement à ce que vous avez l'air de craindre.

J'irai même plus loin. Les citoyens auront un accès plus facile et bien meilleur à leur casier judiciaire qu'actuellement. Cela semble avoir échappé tant à M. Villa qu'à M. Hauteceœur. En l'état actuel des choses, les personnes privées ne peuvent se faire remettre que le bulletin n° 3 de leur casier judiciaire — ce sera toujours le cas — mais elles n'ont pas accès aux bulletins n° 2 et n° 1. Grâce à l'automatisation, un tel droit d'accès leur sera ouvert, en application de la loi sur l'informatique et les libertés.

Concrètement, cela signifie que chacun pourra obtenir communication de l'intégralité des informations enregistrées à son casier judiciaire. Si d'aventure il constate qu'une erreur s'y est glissée — c'est toujours possible — une rectification pourra être faite à son initiative. Ce n'est pas le cas actuellement. Ce droit d'accès pourra s'exercer par l'intermédiaire du procureur de la République qui en garantira ainsi la parfaite régularité. Il me semble, monsieur Hauteceœur, que cette précision est de nature à vous satisfaire.

J'ajoute que la reconnaissance du droit d'accès n'aura pas pour conséquence de permettre la délivrance aux intéressés de la copie de leur casier. Il ne s'agit pas de jeter un voile de secret sur cette opération, mais de mettre le citoyen à l'abri des pressions dont il pourrait être l'objet pour tourner l'interdiction de communiquer, par exemple aux employeurs, l'extrait n° 1 ou l'extrait n° 2 du casier.

Je répondrai dans la discussion des articles, monsieur Hauteceœur, à quelques autres questions que vous avez posées. Mais vous constatez d'ores et déjà que le casier automatisé n'aura d'autre but que l'accomplissement, sous le contrôle permanent des magistrats, de tâches purement matérielles. Cette plus grande facilité technique donnera aux citoyens des possibilités qui étaient impensables auparavant. C'est donc un projet de progrès non seulement matériel mais également de liberté que je présente à l'Assemblée.

Parce qu'il concerne l'informatique, ce projet a été soumis à la commission nationale de l'informatique et des libertés qui lui a donné un avis favorable. Je vous demande d'émettre à votre tour une opinion favorable et de la transformer en décision.

« Ne faisons pas mine de nous inquiéter des progrès que la technique nous propose alors que l'évolution de la société nous les imposera un jour ou l'autre. Le casier judiciaire, manuel comme il l'est aujourd'hui ou automatisé comme il le sera demain, reste entre les mains de la justice, et je ne vois pas de meilleure garantie à son bon usage. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Plus de vingt amendements ont été déposés. Souhaitez-vous, monsieur le garde des sceaux, que l'Assemblée aborde l'examen des articles ou pensez-vous, étant donné l'heure, qu'il serait préférable d'interrompre maintenant la séance ?

M. le garde des sceaux. Continuons. Nous verrons à treize heures où nous en sommes dans la discussion.

M. Jean Foyer, président de la commission. Faisons une sorte de serment du jeu de Paume, celui d'être brefs dans nos explications.

M. le président. J'allais vous y inviter. Je vous remercie de m'avoir précédé.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article 768 du code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 768. — Le casier judiciaire national automatisé, tenu sous l'autorité du ministre de la justice, reçoit, en ce qui concerne les personnes nées en France et après contrôle de leur identité au moyen du répertoire national d'identification des personnes physiques : » (Le reste sans changement.)

M. Sauvaigo, rapporteur, a présenté un amendement n° 1 ainsi rédigé :

« Au début du premier alinéa de l'article 1^{er}, insérer les mots : « Le premier alinéa de ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de trois amendements, n° 14, 2 et 10, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 14, présenté par MM. Ducoloné, Villa et les membres du groupe communiste, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'article 1^{er} :

« Art. 768. — Le casier judiciaire national automatisé, qui peut comporter un ou plusieurs centres de traitement, tenu sous l'autorité du premier président de la Cour de cassation, reçoit, en ce qui concerne les personnes nées en France et après contrôle de leur identité au moyen du répertoire national d'identification des personnes physiques, étant entendu que seul l'état civil et non le numéro d'identification est nécessaire : »

L'amendement n° 2, présenté par M. Sauvaigo, rapporteur, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le début du second alinéa de l'article 1^{er} :

« Le casier judiciaire national automatisé, qui peut comporter un ou plusieurs centres de traitement, est tenu sous l'autorité du ministre de la justice, il reçoit... » (le reste sans changement).

Sur cet amendement, je suis saisi d'un sous-amendement n° 20, présenté par MM. Hauteceur, Forni et les membres du groupe socialiste et apparentés, ainsi rédigé :

« Dans le texte de l'amendement n° 2, substituer aux mots : « ministre de la justice », les mots :

« procureur général de la Cour de cassation ».

L'amendement n° 10, présenté par MM. Hauteceur, Forni et les membres du groupe socialiste et apparentés, est ainsi rédigé :

« Compléter le deuxième alinéa de l'article 1^{er} par les mots :

« , le numéro d'identification ne pouvant en aucun cas servir de base à la vérification de l'identité : »

La parole est à M. Villa, pour soutenir l'amendement n° 14.

M. Lucien Villa. Il s'agit de laisser aux magistrats la responsabilité du casier judiciaire et de préciser une disposition importante qui figure dans l'exposé des motifs du projet mais non dans le texte même de la loi.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 2 et pour donner l'avis de la commission sur les amendements n° 10 et 14.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. L'amendement n° 2 rappelle que le casier judiciaire national automatisé pourra être ultérieurement décentralisé en province. Il tend donc à transcrire dans le texte une suggestion de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

L'amendement n° 10 de M. Hauteceur a pour objet de préciser que le numéro d'identification de l'I.N.S.E.E. ne pourra en aucun cas servir de base à la vérification de l'identité. La commission l'a accepté.

Il n'en est pas de même pour l'amendement n° 14 de M. Villa.

Cet amendement, en effet, a pour objet de placer le casier judiciaire national automatisé sous l'autorité du premier président de la Cour de cassation.

Les dispositions contenues à la fin de cet amendement reprennent celles proposées par M. Hauteceur dans son amendement n° 10.

La commission n'a pas accepté la disposition qui tend à placer le casier judiciaire national sous l'autorité du premier président de la Cour de cassation, dont le rôle est juridictionnel. Dans ces conditions, pourquoi brusquement devrait-il se préoccuper de quelque 250 techniciens encadrés de magistrats qui exerceront dans quelque temps leur activité à Nantes ?

En outre, le cinquième du fichier est déjà placé sous l'autorité du garde des sceaux. Cette mission lui a été confiée, sous une autre forme, par le code d'instruction criminelle en 1810, par la circulaire ministérielle de 1850, par la loi du 5 août 1889. Pour quelles raisons faudrait-il modifier ce système qui a correctement fonctionné pendant 150 ans ?

Pour ces motifs, la commission a repoussé l'amendement n° 14.

M. le président. La parole est à M. Hauteceur, pour défendre l'amendement n° 10 et le sous-amendement n° 20.

M. Alain Hauteceur. Je n'ai rien à ajouter sur l'amendement n° 10, qui a trait au numéro d'identification, dans la mesure où la commission l'a fait sien.

Quant à la question de placer le casier automatisé sous l'autorité d'un magistrat et non sous celle du ministre de la justice, je m'en suis expliqué dans la discussion générale. Ce que nous voulons, c'est que ce casier, qui pose des problèmes particuliers, relève de l'autorité judiciaire.

Monsieur le garde des sceaux, vous êtes un représentant du pouvoir exécutif. Dans le système actuel, vous donnez une délégation au directeur des affaires criminelles et des grâces. Un exemple récent que j'ai cité nous permet de mettre en doute les garanties offertes en ce qui concerne les magistrats de la Chancellerie. C'est la raison pour laquelle je propose, dans mon sous-amendement, de placer le casier judiciaire non plus sous l'autorité du ministre de la justice mais sous celle du procureur général de la Cour de cassation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 14, 2 et 10 et sur le sous-amendement n° 20 ?

M. le garde des sceaux. Je partage entièrement l'avis de la commission.

En ce qui concerne l'amendement n° 14, présenté par M. Villa, je tiens à préciser que le casier judiciaire dépend du ministère public. D'ores et déjà, le contrôle du contenu des bulletins du casier judiciaire relève des juridictions et, en dernier ressort, de la Cour de cassation. Il ne faut pas confondre la gestion administrative et le contrôle juridictionnel.

Je ferai la même réponse à propos du sous-amendement n° 20 de M. Hauteccœur et, par conséquent, je demande à l'Assemblée de le repousser.

En revanche, je suis prêt à accepter l'amendement n° 10 de M. Hauteccœur.

M. le président. La parole est à M. Hauteccœur.

M. Alain Hauteccœur. Vous repoussez mon sous-amendement, ainsi que l'amendement qui tend à placer le casier judiciaire national sous l'autorité du premier président de la Cour de cassation, en faisant valoir que ce casier est déjà placé sous l'autorité du ministère public. Je vous fais remarquer que mon sous-amendement tend à le placer sous l'autorité du procureur général de la Cour de cassation et non pas sous celle de son premier président. Par conséquent, votre argumentation ne tient pas.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Le procureur de la République et le procureur général de la Cour de cassation sont placés sous la dépendance hiérarchique du garde des sceaux. Par conséquent, cela ne changerait rien de déplacer la responsabilité de la gestion de la chancellerie au procureur général qui, de toute façon, n'aurait pas le temps de s'en occuper.

Mais le rattachement à l'administration centrale est bien préférable sur le plan de l'organisation administrative. Les procureurs généraux près les cours d'appel sont incapables d'organiser cette gestion. Le procureur général près la Cour de cassation ne dirige actuellement aucun service de ce type et ne serait pas matériellement en mesure de le faire. La gestion du personnel nécessaire à la bonne marche de ce service ne peut être efficacement assurée que par la chancellerie.

Mais je ne peux me rasseoir, monsieur Hauteccœur, sans protester contre l'imputation sous-entendue dans vos propos, selon laquelle vous suspectez l'honnêteté intellectuelle des magistrats de la chancellerie. Les magistrats, à la chancellerie, au parquet ou au siège, placent l'honnêteté intellectuelle et morale avant toute chose. Par conséquent, je ne peux admettre ce que vous avez dit.

M. le président. La parole est à M. Hauteccœur.

M. Alain Hauteccœur. Monsieur le garde des sceaux, votre remarque est irrecevable. Je ne suspecte ni l'honnêteté intellectuelle ni la compétence des magistrats de la chancellerie.

M. le garde des sceaux. C'est pourtant ce que vous avez dit !

M. Alain Hauteccœur. Pas du tout ! Vous interprétez mes propos comme cela vous arrange, mais ce n'est absolument pas le sens de ma pensée.

Le ministre de la justice est un membre du pouvoir exécutif. Que vous le vouliez ou non, vous participez, monsieur le garde des sceaux, aux travaux du Conseil des ministres.

Je propose de placer le casier judiciaire automatisé sous l'autorité judiciaire, qu'il s'agisse de celle des magistrats du siège ou de celle des magistrats du parquet. C'est tout à fait différent. Cela ne met en cause ni l'honnêteté intellectuelle ni la compétence des magistrats. J'estime qu'il est préférable de ne pas placer le casier automatisé sous l'autorité du garde des sceaux, membre du pouvoir exécutif. Je n'ai rien dit de plus.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Je tiens rapidement à vous rassurer, monsieur Hauteccœur.

D'abord, je prends acte du fait que vous n'avez nullement suspecté les magistrats de l'administration centrale, ce dont je suis satisfait.

Ensuite, j'insiste sur le fait que vous semblez confondre la gestion et le contrôle. La gestion ne peut être assurée que par la chancellerie. Le contrôle revient aux magistrats. C'est le procureur de la République qui envoie les fiches de condamnation au casier judiciaire et, en cas de contestation, ce sont les juges du siège qui tranchent. Vous avez donc satisfaction.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 20.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.
(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements n° 2 et 10.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — L'article 771 du code de procédure pénale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 771. — Le casier judiciaire national automatisé reçoit également les condamnations, décisions, jugements ou arrêtés concernant les personnes nées à l'étranger et les personnes dont l'acte de naissance n'est pas retrouvé ou dont l'identité est douteuse. »

Je suis saisi de deux amendements identiques n° 11 et 15.

L'amendement n° 11 est présenté par MM. Hauteccœur, Forni et les membres du groupe socialiste et apparentés. L'amendement n° 15 est présenté par MM. Ducloné, Villa et les membres du groupe communiste.

Ces amendements sont ainsi rédigés :

« Dans le second alinéa de l'article 2, après les mots : « jugements ou arrêtés », insérer les mots : « visés à l'article 768 du présent code. »

La parole est à M. Hauteccœur, pour soutenir l'amendement n° 11.

M. Alain Hauteccœur. L'amendement n° 11, que la commission a accepté, tend à apporter une précision.

M. le président. La parole est à M. Villa, pour défendre l'amendement n° 15.

M. Lucien Villa. Notre amendement a pour objet de préciser dans la loi l'égalité de traitement des étrangers avec les personnes nées en France ou dont l'identité est certaine.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. La commission a accepté ces deux amendements identiques.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est d'accord.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n° 11 et 15.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements n° 11 et 15.

(L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — A l'article 773 du code de procédure pénale les mots « par le greffe compétent » sont supprimés. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3.

(L'article 3 est adopté.)

Après l'article 3.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements n° 12 et 16 pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 12, présenté par MM. Hauteccœur, Forni et les membres du groupe socialiste et apparentés, est ainsi rédigé :

« Après l'article 3, insérer le nouvel article suivant :

« Le deuxième alinéa de l'article 774 du code de procédure pénale est modifié comme suit :

« Le bulletin n° 1 n'est délivré qu'aux autorités judiciaires agissant dans le cadre de leurs fonctions juridictionnelles. »

L'amendement n° 16, présenté par MM. Villa, Ducoloné et les membres du groupe communiste, est ainsi rédigé :

« Après l'article 3, insérer le nouvel article suivant :

« Le deuxième alinéa de l'article 774, alinéa 2, du code de procédure pénale est modifié comme suit :

« Le bulletin n° 1 n'est délivré qu'aux autorités judiciaires agissant dans le cadre juridictionnel. »

La parole est à M. Hauteœur, pour soutenir l'amendement n° 12.

M. Alain Hauteœur. A l'heure actuelle, il existe trois bulletins du casier judiciaire qui peuvent être demandés : le bulletin n° 3, par l'intéressé ; le bulletin n° 2, par les administrations ; le bulletin n° 1, par les autorités judiciaires.

Le bulletin n° 2 est généralement demandé par l'administration pour savoir si la personne qu'elle veut recruter a fait l'objet de condamnations. Lorsque la Chancellerie agit comme employeur, pour le recrutement d'un vacataire ou d'un magistrat, elle présente, à juste titre, une demande de casier judiciaire pour savoir si la personne concernée n'a fait l'objet d'aucune condamnation. Elle devrait, aux termes de la loi, demander le bulletin n° 2. Pourtant, nous avons eu l'occasion de nous apercevoir, notamment lors d'affaires disciplinaires récentes, que les dossiers comportaient également copie du bulletin n° 1. Or ce n'est que dans le cas où la Chancellerie agit en tant qu'autorité judiciaire, dans le cadre de ses fonctions juridictionnelles, qu'elle peut obtenir une copie du bulletin n° 1.

Nous demandons que cette règle soit bien précisée dans la loi.

J'ajoute que le ministère de l'intérieur, dont dépendent les tribunaux administratifs, demande uniquement le bulletin n° 2 pour le recrutement de magistrats. Ce qui est faisable pour le ministre de l'intérieur devrait l'être également pour le garde des sceaux.

M. le président. La parole est à M. Villa, pour défendre l'amendement n° 16.

M. Lucien Villa. L'objet de notre amendement est semblable à celui de l'amendement n° 12 de M. Hauteœur.

En effet, il vise à interdire certaines pratiques actuelles du ministre de la justice lorsqu'il agit en tant qu'autorité administrative, notamment en matière de recrutement ou de poursuite disciplinaire en ce qui concerne les magistrats. Par exemple, dans l'affaire Llorca à Verdun, des bulletins n° 1 ont été délivrés pour la circonstance.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n° 12 et 16 ?

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. La commission n'a pas cru devoir retenir ces deux amendements, car l'article 774 du code pénal se suffit à lui-même dans la mesure où il précise que les bulletins n° 1 ne pourront être délivrés qu'aux autorités judiciaires, c'est-à-dire à un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, un juge d'instruction, un procureur de la République ou un tribunal. Il est inutile d'ajouter dans la loi une telle disposition qui constituerait un pléonasme.

Si des errements sont commis, saisissez-en la justice et il y sera remédié.

La commission a émis un avis défavorable sur ces deux amendements.

M. Jean Foyer, président de la commission. Ce serait de la législation par lapalissades !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Pour les mêmes raisons, le Gouvernement demande à l'Assemblée de repousser ces amendements.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16. (L'amendement n'est pas adopté.)

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — Après l'article 777-1, il est institué un article 777-2 ainsi rédigé :

« Art. 777-2. — Toute personne justifiant de son identité peut demander au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel elle réside, d'avoir com-

munication du relevé intégral des mentions du casier judiciaire la concernant. Si la personne intéressée réside à l'étranger, la communication est faite par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou du consul compétent.

« Aucune copie de ce relevé intégral ne peut être délivrée. »

M. Sauvaigo, rapporteur, et M. Aurillac ont présenté un amendement n° 3 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi la première phrase du deuxième alinéa de l'article 4 :

« Toute personne justifiant de son identité obtient, sur demande adressée au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel elle réside, communication du relevé intégral des mentions du casier judiciaire la concernant. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement accepte l'amendement n° 3.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3. (L'amendement est adopté.)

M. le président. MM. Hauteœur, Forni et les membres du groupe socialiste et apparentés ont présenté un amendement n° 13 ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa de l'article 4, insérer le nouvel alinéa suivant :

« La communication ne vaut pas notification des décisions non définitives et ne fait pas courir les délais de recours. »

La parole est à M. Hauteœur.

M. Alain Hauteœur. La commission des lois a bien voulu donner son accord à cet amendement.

Comme l'a très justement fait remarquer M. le garde des sceaux, la loi sur l'informatique que le Parlement a votée en 1978 donne maintenant à toute personne accès aux informations qui peuvent la concerner, y compris donc au bulletin n° 1, ce qui n'était pas le cas jusqu'à maintenant.

Des condamnations par défaut, par exemple, peuvent figurer sur les bulletins n° 1. Dans la mesure où l'intéressé pourra en avoir connaissance, nous avons pensé qu'il était plus prudent de préciser dans la loi que cette connaissance ne ferait pas courir les délais lui permettant de se pourvoir contre de telles décisions.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. La commission estime que cette précision est inutile, mais elle a émis un avis favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. S'agissant d'une disposition inutile mais non nuisible, le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 13. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, modifié par les amendements n° 3 et 13.

(L'article 4, ainsi modifié, est adopté.)

Avant l'article 5.

M. le président. M. Sauvaigo, rapporteur, et M. Alain Richard ont présenté un amendement n° 4 ainsi rédigé :

« Avant l'article 5, insérer le nouvel article suivant :

« Après l'article 777-2 du code de procédure pénale, il est institué un article 777-3 ainsi rédigé :

« Art. 777-3. — Aucun rapprochement ni aucune connexion, au sens de l'article 19 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ne peuvent être effectués entre le casier judiciaire national automatisé et tout autre fichier ou recueil de

données nominatives détenus par une personne quelconque ou par un service de l'Etat ne dépendant pas de la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice. »

Sur cet amendement, je suis saisi de deux sous-amendements n^{os} 7 et 8.

Le sous-amendement n^o 7, présenté par le Gouvernement, est ainsi rédigé :

« A la fin du second alinéa de l'amendement n^o 4, supprimer les mots : « de la direction des affaires criminelles et des grâces. »

Le sous-amendement n^o 8, présenté par MM. Hauteœur, Alain Richard, Forni et les membres du groupe socialiste et apparentés, est ainsi rédigé :

« Compléter l'amendement n^o 4 par le nouvel alinéa suivant :

« Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie des peines prévues à l'article 44 de la loi visée à l'alinéa premier. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n^o 4.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. L'amendement n^o 4 interdit les connexions entre les fichiers.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n^o 4 et soutenir le sous-amendement n^o 7.

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est favorable à cet amendement sous réserve de l'adoption du sous-amendement n^o 7.

En effet, comme il n'est pas d'usage de faire figurer le nom d'un service dans un texte législatif, il convient de supprimer la référence à la direction des affaires criminelles et des grâces, qui peut être appelée à changer de nom, et de ne retenir que la référence au ministère de la justice.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n^o 7 ?

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. Favorable.

M. le président. La parole est à M. Hauteœur, pour défendre le sous-amendement n^o 8.

M. Alain Hauteœur. Le sous-amendement n^o 8 prévoit une sanction pénale dans le cas où les dispositions de l'amendement n^o 4 ne seraient pas respectées.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n^o 8 ?

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n^o 7.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n^o 8.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 4, modifié par les sous-amendements n^{os} 7 et 8.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Article 5.

M. le président. A la demande de la commission, l'article 5 est réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n^o 19 après l'article 5.

Après l'article 5.

M. le président. M. Sauvaigo, rapporteur, a présenté un amendement n^o 19 ainsi rédigé :

« Après l'article 5, insérer le nouvel article suivant :

« L'article 779 du code de procédure pénale est complété par le nouvel alinéa suivant :

« Le règlement d'administration publique susvisé est pris après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. C'est un amendement rédactionnel !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 19.

(L'amendement est adopté.)

Article 5 (suite).

M. le président. Nous en venons maintenant à l'article 5, précédemment réservé.

« Art. 5. — L'article 779 du code de procédure pénale est complété par un second alinéa ainsi rédigé : « Ce règlement détermine également, après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés, les conditions dans lesquelles les informations enregistrées par le casier judiciaire national automatisé peuvent être utilisées pour l'exécution des sentences pénales. »

M. Sauvaigo, rapporteur, a présenté un amendement n^o 18 ainsi rédigé :

« Dans l'article 5, supprimer les mots : « après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. Cet amendement est la conséquence de l'amendement n^o 19.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. D'accord.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o 18.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, modifié par l'amendement n^o 18.

(L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

Article 6.

M. le président. « Art. 6. — Des décrets fixeront les dates auxquelles le casier judiciaire national automatisé entrera progressivement en fonctionnement, d'une part, par ressort de tribunal de grande instance, d'autre part, pour les personnes relevant du casier judiciaire central. Jusqu'à ces dates, les dispositions actuelles des articles 768 et 771 du code de procédure pénale resteront en vigueur dans la mesure où la présente loi ne sera pas entrée en application. »

M. Sauvaigo, rapporteur, a présenté un amendement n^o 5 ainsi rédigé :

« Dans la seconde phrase de l'article 6, substituer aux références : « des articles 768 et 771 du code de procédure pénale » les références : « des articles 768, 771 et 773 du code de procédure pénale. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. En ajoutant la référence à l'article 773 du code de procédure pénale, la commission a voulu permettre aux greffiers, jusqu'à la mise en place du casier judi-

ciaire automatisé, de continuer à fournir des renseignements à l'I. N. S. E. E. en vue, notamment, de poursuivre la tenue des fichiers électoraux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est favorable à cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6, modifié par l'amendement n° 5.

(L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 6.

M. le président. Je suis saisi de deux amendements n° 17 et 6 pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 17, présenté par M. Ducoloné et les membres du groupe communiste, est ainsi rédigé :

« Après l'article 6, insérer le nouvel article suivant :

« Les modalités d'application de la présente loi seront déterminées après avis conforme de la commission nationale de l'informatique et des libertés. »

L'amendement n° 6, présenté par M. Sauvaigo, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Après l'article 6, insérer le nouvel article suivant :

« Les modalités d'application de la présente loi seront déterminées après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés. »

La parole est à M. Villa, pour soutenir l'amendement n° 17.

M. Lucien Villa. Le texte proposé n'offre pas, à lui seul, de garanties réelles. Des modalités d'application de la loi dépend donc la sauvegarde des droits et libertés.

La loi fixant les règles — article 34 de la Constitution — en matière de « garanties fondamentales accordées aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques », il est normal que le législateur prévoie que les modalités d'application seront arrêtées après avis conforme de la commission nationale de l'informatique et des libertés. C'est, à nos yeux, un contrôle minimal.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 6.

M. Pierre Sauvaigo, rapporteur. L'amendement n° 6 exprime simplement le désir de la commission que la commission nationale de l'informatique et des libertés soit associée à l'élaboration de toutes les dispositions réglementaires qui seront prises pour assurer le fonctionnement du nouveau casier judiciaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le garde des sceaux. Le Gouvernement est favorable à l'amendement de la commission ; il ne l'est pas à celui de M. Ducoloné. Pourquoi ? Parce que ces deux amendements diffèrent par le mot « conforme ».

Le Gouvernement considère, c'est d'ailleurs la simple application de la loi sur l'informatique et les libertés, que les modalités d'application de cette loi doivent être déterminées après avis de la commission de l'informatique et des libertés. Mais un avis « conforme » n'est prévu qu'en cas de désaccord entre la commission de l'informatique et des libertés et le Gouvernement : le Conseil d'Etat est alors consulté et c'est à lui qu'il incombe d'émettre ou non un avis « conforme ».

Le Gouvernement estime qu'il faut réserver le mot « conforme » à ce cas-là et ne pas l'utiliser à propos de la simple consultation de la commission de l'informatique et des libertés.

C'est pourquoi il vous demande de rejeter l'amendement n° 17 de M. Ducoloné et, au contraire, d'adopter l'amendement n° 6 de la commission.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

M. Alain Hauteceur. — Le groupe socialiste s'abstient.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 5 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures, deuxième séance publique :

Questions orales sans débat :

Question n° 22893. — M. Maurice Druon expose à M. le Premier ministre que, lors du débat parlementaire tenu à l'Assemblée nationale le mercredi 7 novembre 1979 et consacré à l'examen des crédits du secrétaire général de la défense nationale (services du Premier ministre), le Gouvernement n'a pas répondu sur le fond aux observations faites par le rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, au sujet de la politique de défense civile de la France.

Or, l'évolution des armements, des stratégies et des événements impose pourtant qu'on s'interroge sur la politique de défense non militaire de notre pays.

Où en est la défense civile ? La France a-t-elle même réellement une défense civile ?

Certes, notre pays a une défense militaire importante, une force de dissuasion réelle, des forces armées entraînées, mais a-t-il une défense nationale globale susceptible de parer à toutes les formes de menaces ?

La volonté de protéger les populations civiles, en cas de conflit, a toujours été liée à la conception stratégique générale.

Pendant de nombreuses années, la stratégie occidentale a été fondée exclusivement sur l'idée de guerre atomique totale, les adversaires éventuels se trouvant également pourvus de moyens de destruction instantanés et gigantesques.

La nécessité que la France a eu de consacrer de grands moyens, par priorité, à la constitution progressive d'une force de dissuasion nationale et indépendante d'une part, et, d'autre part, la conception logiquement dominante pendant des années de la stratégie de « guerre totale », expliquent que notre pays ait longtemps considéré la défense civile et la protection des populations comme un objectif secondaire sinon inutile, susceptible même de porter atteinte à la crédibilité intrinsèque de la dissuasion.

Mais les temps ont changé. La stratégie de l'anéantissement mutuel n'est plus la seule qu'il faille envisager. L'apparition de missiles à moyenne portée, tels que les SS 20 soviétiques, provoque un affinement de la menace nucléaire qui change en partie les données et oblige à une réflexion nouvelle. Par ailleurs, bien des signes viennent nous confirmer que l'Europe occidentale pourrait être le théâtre d'un conflit nucléaire limité.

Compte tenu de ce contexte stratégique, il est indispensable que la France procède à une révision, qui ne semble pas encore avoir été faite, de sa doctrine en matière de défense civile.

D'autres pays que la France, et parmi les plus puissants tels les Etats-Unis, l'U. R. S. S. et la Chine, ont engagé des programmes considérables pour mettre à l'abri les populations civiles. Leurs efforts montrent combien la capacité de survie des populations est regardée comme un élément supplémentaire de la dissuasion.

L'extrême faiblesse des crédits alloués en 1980 au programme civil de défense montre que la France n'a entrepris aucune action d'ensemble. On en est encore au stade des études et à celui du recensement, dans moins d'un quart des départements, des infrastructures qui pourraient être converties en abris.

Il est urgent que ce recensement soit accéléré. Il est urgent que des dispositions financières publiques suscitent, stimulent, appuient toutes décisions prises par l'Etat et par les collectivités locales, visant à équiper ou à construire des abris conçus pour supporter le choc nucléaire, filtrer les radiations atomiques et, généralement, assurer la survie de la population.

Il est urgent que soit organisée l'instruction des Français en matière de protection civile, que soit constitué enfin un véritable corps de défense civile, donnant tout son sens et toute son

utilité à un réel service national où seraient entraînés jeunes gens et jeune filles, ainsi que l'ont suggéré plusieurs propositions de loi.

Il est urgent que soit mis sur pied un plan efficace d'évacuation des populations.

Il est urgent d'améliorer considérablement les systèmes d'alerte aux retombées radioactives, y compris celles qui pourraient provenir de théâtres d'affrontements nucléaires extérieurs au territoire national. C'est une grande et vaste entreprise qui suppose une véritable mobilisation des autorités publiques et une modification profonde de l'état d'esprit de la nation.

C'est pourquoi M. Maurice Druon demande à M. le Premier ministre :

1° Si le Gouvernement a effectué un choix clair en faveur d'un plan de défense civile global, cohérent, efficace, capable de réduire la vulnérabilité de la nation, d'assurer, dans la mesure la plus large, la survie de la population, et de préparer les citoyens à affronter toute éventualité avec calme et résolution.

2° Si, ce choix étant fait, il est prêt à entreprendre les actions et à demander les efforts nécessaires pour une tâche qui, à l'évidence, paraît devoir figurer au premier rang des priorités nationales.

Question n° 23503. — Plus d'une cinquantaine d'attentats ont été commis depuis 1977 par des groupes d'extrême droite, racistes ou néofascistes. Il semble qu'un bon nombre de ces attentats soient le fait de groupes structurés, n'hésitant d'ailleurs pas à les revendiquer : c'est le cas du groupe Delta à l'origine des meurtres de Laïd Sebati et d'Henri Curiel, du groupe Peiper et de l'organisation qui se dénomme « Honneur de la police », auteur de l'assassinat de Pierre Goldman.

Ces organisations semblent bénéficier de certaines protections si on en juge à la fois par le petit nombre des instructions engagées — se terminant généralement par un non-lieu —, des incriminations prononcées et, enfin, des arrestations opérées.

M. Jean-Pierre Chevènement demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir faire connaître le bilan des efforts entrepris et des résultats acquis par la police pour retrouver les assassins et leurs instigateurs. Il attire son attention sur le climat inquiétant qui est en train de se créer. Il lui demande, en particulier, de bien vouloir préciser sa pensée en ce qui concerne l'affaire Dohertin, où, en réponse à une question d'actualité de M. Robert-André Vivien du 14 novembre, il a cru pouvoir confirmer devant l'Assemblée nationale l'exactitude de certains faits invoqués par l'intervenant à l'encontre de M. Jean-Pierre Vigier, maître de recherches au C. N. R. S., qui a fait lui-même à plusieurs reprises l'objet de menaces de mort par le groupe « Honneur de la police ».

Plus généralement, il lui demande si le Gouvernement entend enfin dissiper toute équivoque en ce qui concerne sa volonté de poursuivre les auteurs des attentats et des crimes, et, en particulier, de démentir devant l'Assemblée nationale les accusations lancées par certains organes de presse contre le S. D. E. C. E. ou la D. S. T.

Question n° 23505. — M. André Petit attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation financière des bureaux d'aide sociale. Ces établissements publics communaux, s'ils disposent bien de ressources autonomes et s'ils bénéficient des participations et remboursements de divers organismes (caisses de retraite, assurance maladie, caisses d'allocation familiales), sont en fait principalement financés par les budgets communaux. Or les bureaux d'aide sociale qui réalisent souvent des investissements très importants sont actuellement exclus du bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. Il en résulte une charge supplémentaire que doivent supporter les budgets communaux alors que les mêmes investissements réalisés directement par les communes elles-mêmes ouvriraient droit à une compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. Il lui demande donc si les bureaux d'aide sociale ne pourraient pas être admis au bénéfice du fonds de compensation pour la T. V. A.

Question n° 23421. — L'évolution des événements en Iran montre la nécessité pour la France d'avoir une politique totalement indépendante de celle des Etats-Unis.

M. Louis Odru demande à M. le ministre des affaires étrangères de bien vouloir exposer les fondements de la politique gouvernementale à l'égard de l'Iran dont le peuple lutte pour établir sa souveraineté politique et économique.

Question n° 23501. — M. Maxime Kalinsky appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le caractère de gravité de la catastrophe écologique entraînée par le déversement de produits chimiques hautement toxiques dans les eaux de l'Yerres.

Dans sa progression, le polluant lourd a détruit toute la faune de l'Yerres et menace à présent de contaminer la Seine.

Cette situation met une fois de plus en cause la responsabilité des grandes entreprises.

Aujourd'hui que l'accident a largement propagé ses effets destructeurs et menace de s'étendre encore, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour prévenir la répétition de tels faits, atténuer les effets contaminateurs du produit toxique et reconstituer la faune détruite et quelles actions sont envisagées pour dissuader et frapper plus lourdement les pollueurs négligents.

Question n° 23365. — M. Yves Lancien appelle à son tour l'attention de M. le ministre des transports sur l'inopportunité des dispositions du décret du 12 octobre 1979 abrogeant l'article R. 402 du code de la route, qui permettait jusqu'alors aux automobilistes de circuler en agglomération aussi bien avec leurs feux de croisement qu'avec leurs feux de position.

Cette décision, prise sur le rapport du comité interministériel de la sécurité routière, sans qu'aucun représentant qualifié des médecins ophtalmologistes, des clubs automobiles, des constructeurs, des cyclomotoristes, des piétons ou des collectivités locales, ait été au préalable consulté, impose désormais l'usage des seuls feux de croisement, quel que soit par ailleurs l'état de la visibilité offerte par l'éclairage public.

Qui plus est, en intitulant « La France s'éclaire en roulant » le document qu'il a diffusé ce même 12 octobre 1979 pour tenter de convaincre l'opinion du bien-fondé de cette mesure, le comité interministériel de la sécurité routière n'assigne-t-il pas, par là, aux automobilistes la mission de pallier les insuffisances de cet éclairage public, telles qu'elles ont été dénoncées par un récent rapport émanant d'un organisme spécialisé.

Ne peut-on s'étonner d'autre part d'une mesure qui, en ces temps difficiles, s'avérera coûteuse à plus d'un titre : n'a-t-on pas évalué la consommation supplémentaire d'essence à 0,50 franc par heure et par véhicule ? Ne peut-on penser que l'on provoquera un certain nombre de paniques par usage intempestif des batteries ? N'est-on pas assuré de causer un surcroît de travail aux agents verbalisateurs qui se rendraient sans doute plus utiles en se consacrant en priorité à la sécurité des citoyens ?

Si seulement l'on était sûr que l'on puisse de cette façon réduire le nombre des victimes par accident, de nuit, en agglomération ! Mais, outre que la vitesse et l'alcool sont sans doute les plus coupables à cet égard, il y a tout lieu de croire que la multiplicité des sources lumineuses, spécialement par temps de pluie, ne brouille davantage la vision des uns et des autres. Comment, en effet, à travers tous ces faisceaux, correctement appréciés, qu'on soit à pied, en deux-roues ou en voiture, la vitesse et la distance ?

Pourquoi, dans ces conditions, attendre davantage pour abroger cette disposition qui est si mal reçue par le public ?

Oui, pourquoi attendre un an, puisque vous reconnaissez vous-même, monsieur le ministre, et je vous cite « qu'il peut être excessif d'obliger les automobilistes à rouler en feux de croisement dans une agglomération comme Paris » ?

Sans compter que cette disposition est en contradiction manifeste avec l'article R. 10 du même code de la route, non remis en cause celui-là, et qui prescrit que « tout conducteur doit constamment rester maître de sa voiture », « qu'il doit réduire sa vitesse, notamment lorsque les conditions de visibilité sont insuffisantes » et, je n'invente rien, « lorsque la visibilité est limitée du fait de l'usage de certains dispositifs d'éclairage et, en particulier, des feux de croisement ».

La sagesse, monsieur le ministre, devrait vous conduire, en définitive, à faire confiance au sens des responsabilités des conducteurs, laissés libres d'adapter leur éclairage à la visibilité.

Car telle doit être en toute logique l'attitude des pouvoirs publics qui déclarent souhaiter ardemment la promotion d'une société de responsabilité.

Question n° 23502. — Le charbon est avec le nucléaire la grande source énergétique d'avenir. Cependant, le Gouvernement persiste dans sa volonté de liquider la production charbonnière française. Comment expliquer qu'on puisse délibérément abandonner 380 millions de tonnes de charbon dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais dont 100 millions exploitables dans les sièges actuellement en activité. Et pourtant le Gouvernement veut

liquider notre bassin houiller d'ici à 1985, supprimant ainsi encore plus de 30 000 emplois. Par exemple, il envisage de fermer en mars prochain le puits Sabatier, à Raismes ; actuellement on procède à l'écrémage des veines et il reste encore plus de 8 millions de tonnes.

C'est suicidaire pour une région où se posent tant de problèmes d'emploi (150 000 demandeurs).

C'est inadmissible à l'heure où les besoins énergétiques de notre pays sont aussi importants.

M. Alain Bocquet demande à M. le ministre de l'industrie les mesures qu'il compte prendre pour changer la politique charbonnière de la France, pour qu'elle soit conforme à l'intérêt national et imiter tous les grands pays du monde qui prennent à fond le parti du charbon.

Question n° 23507. — La politique pétrolière de la France s'achemine vers une totale libération des prix après la décision du conseil des ministres du 30 août 1978.

M. Jean-Yves Le Drian demande à M. le ministre de l'industrie s'il est exact qu'il a décidé d'autoriser les sociétés françaises à s'approvisionner sur le marché libre de Rotterdam où les prix sont nettement plus élevés. Cette décision provoquera une augmentation des produits pétroliers et notamment du fuel domestique supérieure à la hausse des prix du pétrole brut décidée par l'O. P. E. P.

Cette décision intervient au moment où l'on apprend que les bénéfices des sociétés pétrolières françaises et étrangères en 1979 sont considérables et après que le sommet de Tokyo a marqué l'engagement de nos partenaires de ne pas acheter de pétrole à des prix spéculatifs.

Il lui demande s'il confirme cette décision et toutes les conséquences qu'elle entraîne et s'il peut donner des informations sur le montant des avantages de change que les sociétés pétrolières françaises vont retirer de la dépréciation du dollar depuis le début de l'année.

Question n° 23506. — M. Henri Emmanuelli demande à M. le ministre de l'agriculture quels sont les mesures et les moyens que le Gouvernement et la C. E. E. comptent dégager pour :

1° Permettre aux producteurs de volailles grasses de garder la maîtrise de leur production en gardant la maîtrise des salles d'éviscération dans le cadre de structures organisées qu'il leur appartient de définir ;

2° Permettre aux municipalités concernées de prévenir l'avenir des marchés locaux en programmant les investissements nécessaires et en dégagant les moyens de financement adéquats.

Il avait déjà attiré son attention, à plusieurs reprises, sur les graves problèmes que pourrait poser aux producteurs de volailles grasses l'application des dispositions de la directive communautaire 71/118 modifiées par la directive 75/431.

Sous la pression résolue des producteurs et des élus, le Gouvernement a obtenu une première dérogation, limitée dans le temps, en 1976. Plus récemment, il a été obtenu à Bruxelles l'aménagement de cette directive, et cette démarche fait actuellement l'objet d'une négociation dans les diverses instances techniques concernées.

Selon les informations qui sont en sa possession, nos partenaires dans la C. E. E. auraient fini par admettre le principe du maintien de l'abattage à la ferme.

En revanche, en ce qui concerne le délai d'éviscération, l'avis du Conseil économique et social, qui demandait quarante-huit heures, n'a pas été retenu et ce délai serait, en définitive, fixé à vingt-quatre heures.

Ce délai très court pose une série de problèmes sur lesquels les producteurs et les élus n'ont obtenu à ce jour aucun éclaircissement.

Le premier problème est celui que pose l'éviscération dans les salles agréées. Il est clair que la nécessité de procéder à cette éviscération dans les vingt-quatre heures et dans ces salles agréées, crée un point de « passage obligé » avec toutes les implications que cela aura sur les circuits de commercialisation.

Le second problème est celui de l'avenir des marchés traditionnels, qui sont des centres d'animation économique importants. Là encore, les producteurs et les municipalités concernés ignorent ce que seront la nature et le volume des investissements à réaliser pour la mise à niveau technique des marchés aussi bien que l'aide financière qui leur sera accordée pour réaliser ces investissements, par l'Etat et par la C. E. E.

De ce point de vue, il semble que la demande formulée par M. le préfet des Landes, sur la requête du conseil général, soit restée sans réponse dans le cadre du plan du grand Sud-Ouest.

La séance est levée.

(La séance est levée à treize heures cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.